

**Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres**

[Avis réglementaire](#)

[Avis de consultation](#)

[Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres](#)

[Instruction générale relative au Règlement 45-102 sur la revente de titres](#)

[Regulatory Notice](#)

[Request for Comment Notice](#)

[Regulation to amend Regulation 45-102 respecting Resale of Securities](#)

[Policy Statement to Regulation 45-102 respecting Resale of Securities](#)

**Projet de règlement**

Loi sur les valeurs mobilières  
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 4°, 8°, 11°, 14° et 34° et a. 331.2; 2007, c. 15)

**Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres**

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, le règlement suivant dont les textes sont publiés ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres.*

Vous trouverez également ci-dessous, le projet d'*Instruction générale relative au Règlement 45-102 sur la revente de titres*.

**Consultation**

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit avant le **29 mai 2008**, en s'adressant à :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : (514) 864-6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

**Renseignements additionnels**

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Rosetta Gagliardi  
Conseillère en réglementation  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, poste 4462  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca](mailto:rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca)

**Le 29 février 2008**

## Avis de consultation

### **Projet de remplacement du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription**

### **Projet de remplacement de l'Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription**

### **Projet de Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres**

### **Projet de modification de l'Instruction générale relative au Règlement 45-102 sur la revente de titres**

#### Contexte

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») publient les textes suivants pour une consultation de 90 jours :

- le *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription*, y compris l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense*, l'Annexe 45-106A2, *Notice d'offre de l'émetteur non admissible*, l'Annexe 45-106A3, *Notice d'offre de l'émetteur admissible*, l'Annexe 45-106A4, *Reconnaissance de risque*, et l'Annexe 45-106A5, *Reconnaissance de risque concernant le placement de titres auprès d'amis très proches et de proches partenaires – Saskatchewan* (le « nouveau Règlement 45-106 »);

- l'*Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* (la « nouvelle Instruction générale 45-106 »);

(désignés ensemble comme les « nouveaux textes sur les dispenses »).

Les nouveaux textes sur les dispenses remplaceraient les textes en vigueur suivants :

- le *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription*, y compris ses annexes (le « Règlement 45-106 actuel »);

- l'*Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* (l'« Instruction générale 45-106 actuelle »);

(désignés ensemble comme les « textes sur les dispenses actuels »).

Le Règlement 45-106 actuel est entré en vigueur dans tous les territoires représentés au sein des ACVM, sauf le Yukon, le 14 septembre 2005. Chaque membre des ACVM, sauf le Yukon, compte abroger les textes sur les dispenses actuels et les remplacer par les nouveaux textes sur les dispenses. Le nouveau Règlement 45-106 sera mis en œuvre sous forme de règlement ou d'instruction dans tous les territoires représentés au sein des ACVM.

Nous publions également les textes suivants pour consultation :

- le *Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres* (le « Règlement 45-102 »);

- une version modifiée de l'*Instruction générale relative au Règlement 45 102 sur la revente de titres* (l'« Instruction générale 45-102 »);

(désignés ensemble comme les « textes sur la revente modifiés »).

Nous proposons également d'apporter des modifications corrélatives (les « modifications corrélatives ») au *Règlement 51-102 sur les obligations d'information*

*continue* (le « Règlement 51-102 »), afin de mettre à jour les références au nouveau Règlement 45-106.

Les nouveaux textes sur les dispenses, les textes sur la revente modifiés et les modifications corrélatives sont publiés avec le présent avis ou peuvent être consultés sur les sites Web des membres de ACVM.

En outre, un texte décrivant les projets de modifications connexes de textes de la législation en valeurs mobilières locale est publié avec le présent avis ou peut être consulté sur les sites Web des membres de ACVM.

Le Règlement 45-106 actuel harmonise et rassemble nombre de dispenses des obligations de prospectus et d'inscription prévues par les lois provinciales et les règlements d'application locale, multilatérale ou pancanadienne. Le Règlement 45-102 a été pris en novembre 2001 dans plusieurs territoires. Il harmonise les restrictions à la revente de titres placés sous le régime d'une dispense de prospectus.

Certaines modifications à la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario qui seraient nécessaires à la prise du projet de *Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription* (le « Règlement 31-103 ») pourraient avoir une incidence sur le nouveau Règlement 45-106. Le gouvernement de l'Ontario n'a pas encore terminé l'étude des modifications législatives possibles, qui n'auraient force de loi qu'une fois adoptées par l'Assemblée législative.

Si un projet de loi est publié pour consultation, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario peut être amenée à publier une version modifiée du Règlement 45-106 en Ontario.

#### **Objet des modifications proposées**

Les modifications réglementaires proposées tombent dans les deux catégories générales suivantes :

1. Modifications de fond visant à en améliorer l'efficacité :
  - a. clarification de certaines dispositions;
  - b. traitement de points qui ne sont abordés dans aucun règlement ni aucune instruction générale, notamment la codification des dispenses discrétionnaires que nous avons accordées et des réponses à certaines questions fréquentes (dont celles qui figurent dans l'Avis 45-305 du personnel des ACVM, *Questions fréquemment posées à propos du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription*);
  - c. simplification et harmonisation de certaines dispositions.
2. Modifications corrélatives au Règlement 31-103. Nous proposons de restructurer le Règlement 45-106 actuel de façon à rendre les dispenses de prospectus prévues à la partie 2 indépendantes des dispenses d'inscription à titre de courtier également prévues à cette partie. Nous proposons d'ajouter dans le nouveau Règlement 45-106 une disposition rendant caduques les dispenses d'inscription qui y sont prévues dans la majorité des territoires et une disposition conservant ces dispenses d'inscription dans certains cas en Colombie-Britannique et au Manitoba après l'entrée en vigueur du Règlement 31-103.

En Colombie-Britannique et au Manitoba, les dispenses d'inscription prévues à la partie 3 du nouveau Règlement 45-106 s'appliqueront à toute personne, sauf si elle est inscrite dans un territoire du Canada. Aucune personne déjà inscrite en Colombie-Britannique ou au Manitoba ne peut s'y prévaloir des dispenses d'inscription prévues par le nouveau Règlement 45-106.

Certaines dispenses d'inscription énoncées dans le Règlement 45-106 actuel sont reproduites dans le Règlement 31-103 et, au terme d'une période de transition suivant

l'entrée en vigueur de ce règlement, le nouveau Règlement 45-106 contiendra principalement des dispenses de prospectus.

Pour de plus amples renseignements, prière de consulter ci-après la section « Articles 3.0 et 3.01 – Champ d'application », qui traite du droit aux dispenses d'inscription prévues par le nouveau Règlement 45-106. Pour de plus amples renseignements concernant le Règlement 31-103, notamment les dispenses d'inscription qu'il prévoit, prière de se reporter à l'avis de consultation publié avec ce règlement le 29 février 2008.

### **Résumé des modifications de fond proposées**

Les principales modifications proposées pour améliorer l'efficacité des textes sur les dispenses actuels sont indiquées ci-dessous. À noter que la liste n'est pas exhaustive.

#### *Modifications visant à améliorer l'efficacité du Règlement 45-106 actuel*

##### Article 1.1 – Définitions

Nous proposons de supprimer la paragraphe *c* de la définition de « membre de la haute direction ». Ce paragraphe fait double emploi parce que toutes les personnes qu'il vise sont aussi visées au paragraphe *d* de cette définition.

Nous ajoutons également une définition de « REEE autogéré » car nous introduisons une dispense pour certaines opérations sur les titres de REEE autogérés.

En outre, il se peut que certains territoires adoptent des modifications de plusieurs définitions prévues par leur législation, en conséquence de quoi les définitions suivantes prévues par le Règlement 45-106 actuel pourraient ne plus y être nécessaires :

- personne participant au contrôle;
- administrateur;
- émetteur assujéti.

##### Articles 2.2 et 3.2 – Plan de réinvestissement

Nous proposons d'apporter deux modifications à cette dispense :

1. Cette dispense permet de réinvestir les dividendes et les distributions dans de nouveaux titres. Sous sa forme de septembre 2005, cette dispense nécessite que les titres émis sous son régime soient de la même catégorie ou série que les titres auxquels le dividende ou la distribution est attribuable. Cependant, comme nous l'indiquons en réponse à la question B.2 de l'Avis 45-305 du personnel des ACVM, tous les territoires ont accordé une dispense de remplacement qui ne contient pas cette restriction et prend la forme d'une dispense générale ou, en Ontario, d'une modification de la dispense. Grâce à cette modification, les émetteurs qui ont un plan de réinvestissement émettant des titres d'une catégorie différente pourront se prévaloir de la dispense prévue par le nouveau Règlement 45-106. Les autorités qui ont accordé des dispenses générales comptent les révoquer lors de l'entrée en vigueur du nouveau Règlement 45-106. Cette modification maintient le statu quo dans tous les territoires représentés au sein des ACVM.

2. Outre l'élargissement de la dispense relative aux plans de réinvestissement évoqué ci-dessus, nous proposons d'exiger que l'émetteur qui émet des titres d'une catégorie différente informe les participants des droits rattachés à cette catégorie, ce qu'il peut faire en leur fournissant la description des titres ou un avis leur indiquant la façon d'obtenir ces renseignements. Nous avons ajouté une disposition transitoire à la partie 8, de sorte que les émetteurs qui ont un plan puissent communiquer l'information prescrite aux

porteurs lorsqu'ils leur envoient des documents (par exemple, la circulaire de sollicitation de procurations en vue de l'assemblée générale annuelle).

#### Articles 2.4 et 3.4 – Émetteur fermé

Nous proposons d'apporter deux modifications principales à cette dispense :

1. pour faire en sorte que l'émetteur qui était émetteur assujéti mais dont le capital est maintenant fermé (notamment à la suite d'une offre d'achat avec acquisition forcée ou d'une restructuration) puisse se prévaloir de la dispense pour l'émetteur fermé;
2. pour ajouter les petits-enfants à la liste des membres de la famille en faveur desquels des titres peuvent être émis. Il semble que l'absence de cette catégorie de parents de la liste posait parfois problème pour certaines fiducies créées à leur profit.

#### Articles 2.5 et 3.5 – Parents, amis et partenaires

Nous ajoutons les petits-enfants à la liste des membres de la famille (comme aux articles 2.4 et 3.4).

#### Articles 2.9 et 3.9 – Notice d'offre

Nous proposons des modifications qui harmoniseront le droit à la dispense de notice d'offre prévue au paragraphe 2 des articles 2.9 et 3.9 pour les fonds d'investissement. En conséquence, la dispense serait ouverte, en Alberta, au Manitoba, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Québec et en Saskatchewan, aux organismes de placement collectif qui sont émetteurs assujéti ou aux fonds d'investissement à capital fixe.

Le Nouveau-Brunswick propose de supprimer la restriction relative aux commissions et commissions d'intermédiaire prévue au paragraphe 4 des articles 2.9 et 3.9.

#### Articles 2.12, 3.12, 2.13 et 3.13 – Acquisition d'actifs et Terrains pétrolifères, gazéifères et miniers

Les modifications proposées précisent que l'acquisition d'actifs ou de terrains contenant des ressources naturelles, selon le cas, peut se faire directement ou indirectement, par exemple par l'entremise d'une filiale en propriété exclusive. Elles s'inspirent de dispenses que nous avons accordées.

#### Articles 2.16 et 3.16 – Offre publique d'achat ou de rachat

Les modifications proposées précisent que les obligations de prospectus et d'inscription ne s'appliquent pas dans le cadre d'une offre publique d'achat ou de rachat dans un territoire du Canada.

#### Articles 2.18 et 3.18 – Réinvestissement dans un fonds d'investissement

Les modifications proposées permettent au fonds d'investissement qui ne procède pas au placement permanent de ses titres de se prévaloir de la dispense à condition qu'il fournisse aux investisseurs de l'information substantiellement analogue à celle qui est contenue dans le prospectus.

#### Articles 2.22 et 3.22 – Définition de « consultant »

Nous proposons d'ajouter les salariés des cabinets de consultants à la liste des personnes admissibles. Les opérations visées avec ces salariés ne peuvent se faire sous le régime de la dispense que si ces derniers consacrent une partie significative de leur temps et de leur attention aux affaires et à l'activité de l'émetteur ou d'une entité apparentée à celui-ci.

## Articles 2.34 et 3.34 – Dette déterminée

Non seulement nous changeons l'intitulé de cette dispense, mais nous proposons d'y apporter deux modifications :

1. Actuellement, il est possible d'effectuer des opérations visées sur les titres de créances émis ou garantis par des organismes supranationaux acceptés sous le régime de cette dispense. Nous ajoutons des entités à la liste de ces organismes. La modification s'inspire de dispenses, générales ou autres, accordées dans certains territoires.

2. Nous supprimons la dispense pour opérations visées sur titres de créance émis par les conseils scolaires de l'Ontario ou par des personnes morales créées en vertu du *Education Act* de l'Ontario, car elle n'est offerte que dans cette province. L'Ontario se propose d'intégrer cette dispense à la *Rule 45-501 Ontario Prospectus and Registration Exemptions* de la CVMO.

## Articles 2.36 et 3.36 – Créance hypothécaire

L'Alberta propose que son nom soit ajouté au paragraphe 3 de l'article 2.36 du Règlement 45-106, ce qui supprimera la dispense relative aux créances hypothécaires syndiquées dans cette province.

## Articles 2.38 et 3.38 – Émetteur à but non lucratif

La Colombie-Britannique propose de supprimer l'obligation, applicable uniquement dans cette province, selon laquelle l'émetteur doit transmettre une déclaration d'information au souscripteur.

## Articles 2.43 et 3.43 – Régime enregistré d'épargne-études autogéré

Nous proposons d'ajouter une dispense pour les opérations effectuées dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-études autogéré. Cette dispense est analogue à celles qui sont actuellement accordées dans de nombreux territoires où ces régimes sont des titres.

## Articles 3.0 et 3.01 – Champ d'application

Nous proposons d'ajouter des dispositions indiquant que les territoires représentés au sein des ACVM, à l'exception de la Colombie-Britannique et du Manitoba, comptent supprimer les dispenses d'inscription qui sont prévues par le nouveau Règlement 45-106. La Colombie-Britannique et le Manitoba proposent de restreindre le droit aux dispenses d'inscription prévues par le nouveau Règlement 45-106 aux personnes qui ne sont inscrites dans aucune autre province ni aucune autre catégorie.

Ces dispositions sont libellées comme suit :

« **3.0. Champ d'application**

À compter du • [six mois après l'entrée en vigueur du Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription], la partie 3 ne s'applique qu'en Colombie-Britannique et au Manitoba.

**3.01. Champ d'application**

À compter du • [six mois après l'entrée en vigueur du Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription], la partie 3 ne s'applique, en Colombie-Britannique et au Manitoba, à aucune personne inscrite dans un territoire. ».

### Article 3.03 – Personne n'exerçant pas l'activité de courtier

Nous proposons d'ajouter que, en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick, toute personne peut effectuer une opération visée sans s'inscrire si son activité ne consiste pas à exercer le courtage de titres.

### Article 3.50 – Courtier en placement agissant comme gestionnaire de portefeuille

Nous proposons d'apporter deux modifications à cette dispense :

1. préciser les règles et principes directeurs de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières que les courtiers en placement inscrits doivent suivre pour s'en prévaloir;
2. supprimer le paragraphe 3, qui ne concerne que l'Ontario et prévoit une obligation de fournir à l'autorité en valeurs mobilières certains renseignements sur les courtiers en placement inscrits, car cette information est disponible dans la Base de données nationale d'inscription.

### Article 6.1 – Déclaration de placement avec dispense et Annexe 45-106A1

Nous proposons de préciser que l'émetteur qui place ses propres titres ou le preneur ferme qui place des titres acquis en vertu de l'article 2.33 doit déposer une déclaration de placement avec dispense établie conformément à l'Annexe 45-106A1.

Dans les instructions de l'Annexe 45-106A1, nous proposons d'exiger que la même déclaration de placement avec dispense soit déposée dans tous les territoires où elle est exigée. À l'heure actuelle, les émetteurs peuvent déposer la même déclaration dans tous les territoires où ils ont fait un placement, mais ils n'y sont pas tenus.

### Article 6.6 – Obligations d'information en Colombie-Britannique

La personne qui effectue des opérations visées exclusivement en Colombie-Britannique sans être inscrite ne sera pas tenue de s'inscrire comme courtier sur le marché dispensé, mais la British Columbia Securities Commission propose d'exiger que la personne *i)* dépose auprès d'elle un avis initial et un avis annuel et *ii)* fournisse au souscripteur un formulaire de reconnaissance de risque.

### Modification des Annexes 45-106A2 et A3

Nous proposons de préciser les états financiers à inclure dans la notice d'offre. Ces modifications rendront les obligations relatives aux états financiers plus conformes aux dispositions du Règlement 51-102 et d'autres règlements.

Nous proposons également d'ajouter des dispositions pour préciser l'information que les émetteurs exerçant des activités minières ou pétrolières et gazières doivent fournir.

### *Modification de l'Instruction générale 45-106*

Nous avons ajouté à l'Instruction générale 45-106 des indications sur les points suivants :

- les modifications corrélatives au Règlement 31-103;
- les plans de réinvestissement;
- les émetteurs à but non lucratif;
- les salariés, les membres de la haute direction, les administrateurs et les consultants.

*Règlement modifiant le Règlement 45-102***Article 2.5 – Période de restriction**

Nous proposons de modifier les obligations relatives aux mentions à inclure, de manière à en améliorer l'efficacité dans les cas où le souscripteur ne reçoit pas de certificat. Les modifications proposées portent également sur la mention écrite à inclure lorsque le titre est saisi dans un système d'inscription directe ou un autre système électronique d'inscription en compte et éliminent l'obligation que ce système soit acceptable pour l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières.

**Article 2.8 – Dispense pour une opération visée effectuée par une personne participant au contrôle**

Nous proposons des modifications visant à préciser que la personne participant au contrôle (ou toute autre personne tenue de déposer l'avis établi conformément à l'Annexe 45-102A1) ne peut avoir d'avis simultanés portant sur les mêmes titres. L'avis prévu à l'Annexe 45-102A1 est conçu pour aviser le marché qu'une personne participant au contrôle vend des titres. Si l'avis pouvait être pratiquement perpétuel parce que la personne participant au contrôle en déposerait un nouveau avant l'expiration du précédent, il ne remplirait pas la fonction prévue. En conséquence du projet de modification, après chaque dépôt d'un nouvel avis établi conformément à l'Annexe 45-102A1, la personne participant au contrôle devra attendre sept jours avant de se prévaloir de la dispense de prospectus prévue à l'article 2.8 du Règlement 45-102. Cependant, nous proposons également que tout avis déposé précédemment expire à la date à laquelle la personne participant au contrôle dépose une déclaration d'initié, sous réserve d'un maximum de 30 jours à compter de la date du dépôt de l'avis.

**Annexes D et E**

Nous modifions ces annexes afin de tenir compte des modifications corrélatives au Règlement 31-103 et de préciser les dispositions relatives à la revente qui s'appliquent aux titres placés sous le régime des dispenses suivantes prévues par le nouveau Règlement 45-106 :

- article 2.31 – Dividendes et distributions;
- article 2.42 – Conversion, échange ou exercice;
- article 5.2 – Placement au moyen d'un document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX.

*Modifications de l'Instruction générale 45-102*

Nous avons étoffé l'Instruction générale 45-102 pour traiter des points suivants :

- les obligations relatives aux mentions à inclure;
- l'application de l'article 2.10 du Règlement 45-102.

**Autre question – note approuvée**

Nous examinons actuellement l'utilisation des notes approuvées dans le nouveau Règlement 45-106. Une fois notre examen terminé, nous déterminerons s'il convient de modifier les dispenses prévues par ce règlement qui nécessitent l'obtention d'une note.

## Consultation

Nous sollicitons des commentaires sur les projets de modifications des textes et les modifications locales éventuelles, ainsi que des réponses aux questions suivantes.

1. Nous proposons de modifier la définition d'« émetteur fermé » pour que la dispense soit ouverte aux émetteurs qui effectuent une opération si, immédiatement après l'opération, seules les personnes qui seraient autorisées à souscrire des titres en vertu du paragraphe 2 des articles 2.4 et 3.4 du nouveau Règlement 45-106 ont la propriété véritable de tous les titres de l'émetteur. Cette modification vise à permettre aux émetteurs qui réalisent une opération de fermeture (par exemple, dans le cadre d'une fusion par éviction ou d'une offre publique d'achat suivie d'une acquisition forcée en vertu de la loi) de se prévaloir de la dispense pour l'émetteur fermé après l'opération. Nous n'avons pas précisé le type d'opération. Existe-t-il des opérations qui permettraient à un émetteur de réduire le nombre de porteurs et que nous ne devrions pas autoriser à cette fin?

2. Selon nous, les obligations relatives aux mentions à inclure font qu'aucune opération visée illégale n'est effectuée pendant la période de restriction en limitant les opérations et en avisant les intermédiaires et les éventuels souscripteurs de la restriction. Les obligations modifiées que nous proposons atteignent-elles cet objectif? Les mentions sont-elles efficaces sous leur forme actuelle ou peut-on les améliorer? Dans l'affirmative, comment? Pourrions-nous obtenir le même résultat d'une autre façon, dans exiger de mentions?

Veillez présenter vos commentaires par écrit d'ici le 29 mai 2008. Si vous ne les envoyez pas par courriel, veuillez envoyer également une disquette (en format Word pour Windows).

Adressez vos commentaires aux membres des ACVM ci-dessous :

British Columbia Securities Commission  
 Alberta Securities Commission  
 Saskatchewan Financial Services Commission  
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
 Autorité des marchés financiers  
 Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick  
 Superintendent of Securities, Île-du-Prince-Édouard  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
 Registraire des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest  
 Registraire des valeurs mobilières, Yukon  
 Registraire des valeurs mobilières, Nunavut

Prière de n'envoyer vos commentaires qu'aux deux adresses suivantes. Ils seront acheminés aux autres membres des ACVM.

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
 Secrétaire de l'Autorité  
 Autorité des marchés financiers  
 800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
 C.P. 246, tour de la Bourse  
 Montréal (Québec) H4Z 1G3  
 Télécopieur : 514-864-6381  
 Courriel : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

Gordon Smith  
British Columbia Securities Commission  
PO Box 10142, Pacific Centre  
701 West Georgia Street  
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2  
Télécopieur : 604-899-6814  
Courriel : [gsmith@bcsc.bc.ca](mailto:gsmith@bcsc.bc.ca)

Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation. Tous les commentaires seront affichés sur le site Web de la BCSC ([www.bcsc.bc.ca](http://www.bcsc.bc.ca)) et sur celui des autres autorités en valeurs mobilières.

### Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser aux personnes suivantes :

Sylvie Lalonde (Règlement 45-106)  
Chef du Service de la réglementation  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, poste 4398  
[sylvie.lalonde@lautorite.qc.ca](mailto:sylvie.lalonde@lautorite.qc.ca)

Rosetta Gagliardi (Règlement 45-102)  
Conseillère en réglementation  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, poste 4462  
[rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca](mailto:rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca)

Gordon Smith  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
British Columbia Securities Commission  
604-899-6656  
[gsmith@bcsc.bc.ca](mailto:gsmith@bcsc.bc.ca)

Larissa Streu  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
British Columbia Securities Commission  
604-899-6888  
[lstreu@bcsc.bc.ca](mailto:lstreu@bcsc.bc.ca)

Blaine Young  
Associate Director, Corporate Finance  
Alberta Securities Commission  
403-297-4220  
[blaine.young@seccom.ab.ca](mailto:blaine.young@seccom.ab.ca)

Tracy Clark  
Legal Counsel  
Alberta Securities Commission  
403-355-4424  
[tracy.clark@seccom.ab.ca](mailto:tracy.clark@seccom.ab.ca)

Dean Murrison  
Deputy Director, Legal/Registration  
Securities Division  
Saskatchewan Financial Services Commission  
306-787-5879  
[dmurrison@sfsc.gov.sk.ca](mailto:dmurrison@sfsc.gov.sk.ca)

Chris Besko  
Legal Counsel - Deputy Director  
Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
204-945-2561  
[cbesko@gov.mb.ca](mailto:cbesko@gov.mb.ca)

Jo-Anne Matear  
Assistant Manager, Corporate Finance Branch  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
416-593-2323  
[jmatear@osc.gov.on.ca](mailto:jmatear@osc.gov.on.ca)

Jason Koskela  
Legal Counsel, Corporate Finance  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
416-595-8922  
[jkoskela@osc.gov.on.ca](mailto:jkoskela@osc.gov.on.ca)

Robert F. Kohl (Règlement 31-103)  
Senior Legal Counsel  
Registrant Regulation  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
416-593-8233  
[rkohl@osc.gov.on.ca](mailto:rkohl@osc.gov.on.ca)

Darren McKall  
Senior Legal Counsel, Investment Funds  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
416-593-8118  
[dmckall@osc.gov.on.ca](mailto:dmckall@osc.gov.on.ca)

Shirley Lee  
Securities Analyst  
Nova Scotia Securities Commission  
902-424-5441  
[leesp@gov.ns.ca](mailto:leesp@gov.ns.ca)

Susan Powell  
Legal Counsel, Corporate Finance  
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick  
506-643-7697  
[susan.powell@nbsc-cvmnb.ca](mailto:susan.powell@nbsc-cvmnb.ca)

Mark Gallant  
Superintendent of Securities  
Île-du-Prince-Édouard  
902-368-4552  
[mlgallant@gov.pe.ca](mailto:mlgallant@gov.pe.ca)

Don Boyles  
Program & Policy Development  
Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
Government of Newfoundland & Labrador  
709-729-4501  
[dboyles@gov.nl.ca](mailto:dboyles@gov.nl.ca)

Bruce MacAdam, Registraire des valeurs mobilières  
Gouvernement du Nunavut, ministère de la Justice  
867-975-6586  
[bmacadam@gov.nu.ca](mailto:bmacadam@gov.nu.ca)

Donald MacDougall  
Registraire des valeurs mobilières  
Territoires du Nord-Ouest  
867-920-8984  
[donald\\_macdougall@gov.nt.ca](mailto:donald_macdougall@gov.nt.ca)

Frederik J. Pretorius  
Manager Corporate Affairs (C-6)  
Ministère des Services aux collectivités  
Gouvernement du Yukon  
867-667-5225  
[Fred.Pretorius@gov.yk.ca](mailto:Fred.Pretorius@gov.yk.ca)

**Le 29 février 2008**

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 45-102 SUR LA REVENTE DE TITRES

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 4°, 8°, 11°, 14° et 34°; 2007, c. 15)

**1.** L'article 1.1 du Règlement 45-102 sur la revente de titres est modifié :

1° par la suppression, dans le texte anglais de la disposition B du sous-paragraphe *ii* du paragraphe *c* de la définition de « private issuer », des mots « or companies »;

2° dans le texte anglais de la définition de « trade », par la suppression de la virgule après « trade ».

**2.** L'article 2.5 de ce règlement est modifié :

*a)* dans le paragraphe 2 :

*i)* par le remplacement du sous-paragraphe 3 par les suivants :

« 3. lorsque la date du placement tombe le 30 mars 2004 ou, au Québec, le 14 septembre 2005, ou à une date ultérieure :

*i)* si l'émetteur est émetteur assujéti à la date du placement, le certificat représentant le titre, lorsqu'il existe, porte la mention suivante :

« Sauf disposition contraire de la législation en valeurs mobilières, le porteur du titre doit le conserver jusqu'au [indiquer ici la date tombant quatre mois plus un jour après la date du placement]. »;

*ii)* si l'émetteur n'est pas émetteur assujéti à la date du placement, le certificat représentant le titre, lorsqu'il existe, porte la mention suivante :

« Sauf disposition contraire de la législation en valeurs mobilières, le porteur du titre doit le conserver durant un délai de quatre mois plus un jour après la plus éloignée des dates suivantes : *i)* [indiquer ici la date du placement]; *ii)* la date où l'émetteur est devenu émetteur assujéti dans une province ou un territoire. »;

« 3.1. lorsque le titre est saisi dans un système d'inscription directe ou un autre système électronique d'inscription en compte ou que le propriétaire véritable n'a pas reçu directement de certificat représentant le titre, un avis écrit contenant la mention de restriction à la revente prévue à la disposition *i* ou *ii* du sous-paragraphe 3, selon le cas, a été délivré au propriétaire véritable. »;

*ii)* par la suppression, dans le texte anglais du sous-paragraphe 6, des mots « or company »;

*b)* par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant :

« 3) Les sous-paragraphe 3 et 3.1 du paragraphe 2 ne s'appliquent pas à l'opération visée sur un titre sous-jacent si le certificat le représentant ou l'avis écrit est délivré au moins quatre mois après la date du placement. ».

**3.** L'article 2.8 de ce règlement est modifié :

*a)* par la suppression, dans le texte anglais du sous-paragraphe 4 du paragraphe 2, des mots « or company »;

b) par le remplacement des paragraphes 3 et 4 par les suivants :

« 3) Le porteur vendeur, ou le prêteur ou le créancier titulaire d'une sûreté dans le cas d'un placement visant à liquider une dette, qui respecte les conditions visées au paragraphe 2, a les obligations suivantes :

a) établir et signer l'avis prévu à l'Annexe 45-102A1 au plus tôt le jour ouvrable précédant le dépôt de l'avis;

b) déposer l'avis au moyen de SEDAR au plus tard sept jours avant la première opération visée sur le titre placé;

c) déposer, dans un délai de trois jours après la réalisation de toute opération visée, une déclaration d'initié établie conformément au Formulaire 55-102F2, Déclaration d'initié, ou au Formulaire 55-102F6, Déclaration d'initié, prévus par la Norme canadienne 55-102, Système électronique de déclaration des initiés (SEDI), adoptée par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2003-C-0069 du 3 mars 2003.

« 4) L'avis déposé conformément au paragraphe 3 expire à la première des dates suivantes :

a) le 30<sup>e</sup> jour après la date du dépôt;

b) la date à laquelle le porteur vendeur, le prêteur ou le créancier titulaire d'une sûreté dépose la dernière déclaration d'initié portant sur la vente de tous les titres visés dans l'avis.

« 5) Le porteur vendeur, le prêteur ou le créancier titulaire d'une sûreté ne peut déposer de nouvel avis établi conformément à l'Annexe 45-102A1 et portant sur une catégorie de titres d'un émetteur assujéti tant que l'avis établi conformément à cette annexe à l'égard de cette catégorie qu'il a déposé antérieurement n'a pas expiré. ».

**4.** Le paragraphe 1 de l'article 2.9 de ce règlement est modifié par le remplacement de « prorogation » par « réorganisation ».

**5.** L'Annexe B de ce règlement est modifiée par l'insertion des mots « Nouveau-Brunswick » après « Manitoba ».

**6.** L'Annexe D de ce règlement est modifiée :

1° par le remplacement du texte précédant l'intitulé « Dispositions transitoires » par le suivant :

« Sauf au Manitoba et au Yukon, les dispenses de prospectus suivantes en vertu du Règlement 45 106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription :

- article 2.3 [Investisseur qualifié];
- article 2.5 [Parents, amis et partenaires] (sauf en Ontario);
- article 2.7 [Fondateurs, personnes participant au contrôle et parents] (Ontario);
- article 2.8 [Sociétés du même groupe];
- article 2.9 [Notice d'offre] (Alberta, Colombie-Britannique, Île-du-Prince-Édouard, Manitoba, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Nunavut, Québec, Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador et Territoires du Nord-Ouest);

- article 2.10 [Investissement d'une somme minimale];
- article 2.12 [Acquisition d'actifs];
- article 2.13 [Terrains pétrolières, gazéifères et miniers];
- article 2.14 [Titres émis en règlement d'une dette];
- article 2.19 [Investissement additionnel dans un fonds d'investissement];
- article 2.30 [Placement isolé effectué par l'émetteur];
- article 2.31 [Dividendes et distributions], si le titre a été souscrit dans les circonstances visées au paragraphe 2 et qu'il a été souscrit initialement par l'émetteur sous le régime de l'une des dispenses suivantes :
  - a) toute dispense visée à la présente annexe;
  - b) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 du présent règlement;
  - c) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 du Multilateral Instrument 45-102, Resale of Securities entré en vigueur le 30 mars 2004, ci-après désigné comme la « norme multilatérale 45-102 », avant le 14 septembre 2005;
- article 2.40 [REER/FERR], si le titre souscrit en vertu de cet article l'a été initialement par une personne physique ou une personne avec laquelle elle a des liens, ou par un REER ou un FERR établi pour ou par cette personne ou en vertu duquel cette personne est bénéficiaire, sous le régime de l'une des dispenses suivantes :
  - a) toute dispense visée à la présente annexe;
  - b) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 du présent règlement;
  - c) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102 avant le 14 septembre 2005;
- article 2.42 [Conversion, échange ou exercice], si le titre souscrit dans les conditions prévues au sous-paragraphe a du paragraphe 1 de cet article l'a été conformément aux conditions d'un titre émis antérieurement qui a été placé sous le régime de l'une des dispenses suivantes :
  - a) toute dispense visée à la présente annexe;
  - b) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 du présent règlement;
  - c) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102 avant le 14 septembre 2005;
- article 5.2 [Placement au moyen d'un document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX], si le titre souscrit en vertu de cet article l'a été par l'un des souscripteurs suivants :
  - a) tout souscripteur qui, au moment de la souscription du titre, était promoteur, placeur, membre du « groupe professionnel » (au sens du Règlement

33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-14 du 2 août 2005) de l'émetteur ou initié à son égard;

*b)* tout autre souscripteur souscrivant des titres pour plus de 40 000 \$, en ce qui concerne l'excédent;

et les dispenses de prospectus d'application locale suivantes :

- article 3.1 du *Rule 72-501 Distributions to Purchasers Outside Alberta* de l'Alberta Securities Commission;

- sous-paragraphes *u* et *w* et dispositions *ii* et *iii* du sous-paragraphes *ab* du paragraphe 1 de l'article 77 du *Securities Act* de la Nouvelle-Écosse;

- toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 du présent règlement dans un territoire du Canada. »;

2° dans la partie 3 sous l'intitulé « Dispositions transitoires » :

*a)* par l'insertion, après la définition de « *Rule 45-501 (2005)* de la CVMO » sous l'intitulé « Définitions », de la définition suivante :

« *Rule 45-501 (2008)* de la CVMO » : le *Rule 45-501 Ontario Prospectus and Registration Exemptions* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario entré en vigueur le • ; »

*b)* dans la partie *b* :

*i)* par le remplacement de l'intitulé par « *b) Rule 45-501 (2005) de la CVMO et Rule 45-501 (2008) de la CVMO* »;

*ii)* par l'insertion de « et du *Rule 45-501 (2008)* » après « *Rule 45-501 (2005)* », partout où il se trouve;

3° par la suppression, dans le texte anglais du septième, du huitième et du vingt-et-unième alinéas de la partie 1 sous l'intitulé « Transitional Provisions », des mots « or company ».

7. L'Annexe E de ce règlement est modifiée :

1° par le remplacement du texte précédant l'intitulé « Dispositions transitoires » par le suivant :

« Sauf au Manitoba et au Yukon, les dispenses de prospectus suivantes en vertu du Règlement 45 106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription :

- article 2.1 [Placement de droits];
- article 2.2 [Plan de réinvestissement];
- article 2.4 [Émetteur fermé];
- article 2.11 [Regroupement et réorganisation d'entreprises];
- article 2.16 [Offre publique d'achat ou de rachat];
- article 2.17 [Offre d'acquisition des titres faite à un porteur dans un territoire étranger];
- article 2.18 [Réinvestissement dans un fonds d'investissement];

- article 2.20 [Club d'investissement];
  - article 2.21 [Fonds d'investissement privé – portefeuilles gérés par une société de fiducie];
  - article 2.24 [Salariés, membres de la haute direction, administrateurs et consultants];
  - article 2.26 [Placements auprès de salariés, de membres de la haute direction, d'administrateurs ou de consultants actuels ou anciens d'un émetteur non assujéti];
  - article 2.27 [Cessionnaires admissibles];
  - article 2.31 [Dividendes et distributions], si le titre a été souscrit dans les circonstances visées au paragraphe 2 et qu'il a été souscrit initialement par l'émetteur sous le régime de l'une des dispenses suivantes :
    - a) toute dispense visée à la présente annexe;
    - b) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 du présent règlement;
    - c) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 du Multilateral Instrument 45-102 Resale of Securities entré en vigueur le 30 mars 2004, ci-après désigné « norme multilatérale 45-102 », avant le 14 septembre 2005;
  - article 2.40 [REER/FERR], si le titre souscrit en vertu de cet article l'a été initialement par une personne physique ou une personne avec laquelle elle a des liens, ou un REER ou un FERR établi pour ou par cette personne ou en vertu duquel cette personne est bénéficiaire, sous le régime de l'une des dispenses suivantes :
    - a) toute dispense visée à la présente annexe;
    - b) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 du présent règlement;
    - c) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 de la norme multilatérale 45-102 avant le 14 septembre 2005;
  - article 2.42 [Conversion, échange ou exercice - titres émis par l'émetteur], si le titre acquis dans les conditions prévues au sous-paragraphe a du paragraphe 1 l'a été conformément aux conditions de titres émis antérieurement qui ont été placés sous le régime de l'une des dispenses suivantes :
    - a) toute dispense visée à la présente annexe;
    - b) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 du présent règlement;
    - c) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 de la norme multilatérale 45-102 avant le 14 septembre 2005;
  - article 2.42 [Conversion, échange ou exercice – titres émis par un émetteur assujéti] à l'égard d'un titre faisant l'objet d'une opération visée dans les conditions prévues au sous-paragraphe b du paragraphe 1;
- et les dispenses de prospectus d'application locale suivantes :

- *Rule 45-502 Trade with RESP* de l'Alberta Securities Commission s'il n'est pas visé à l'Annexe D;

- *Local Rule 45-510 - Exempt Distributions - Exemptions for Trades Pursuant to Take-Over Bids and Issuer Bids* de l'Île-du-Prince-Édouard.

- *Blanket Order No. 46* de la Nova Scotia Securities Commission;

- toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 du présent règlement dans un territoire du Canada. »;

2° dans la partie 3 sous l'intitulé « Dispositions transitoires » :

a) par la suppression, sous l'intitulé « Définitions », de la définition de « *Rule 45-501* (2005) de la CVMO »;

b) par le remplacement, dans le paragraphe *ii* du premier alinéa de la partie *a*, de « *Rule 45-501 Exempt Distributions* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario » par « *Rule 45-501* (2004) de la CVMO »;

3° par la suppression, dans le texte anglais du cinquième alinéa de la partie 1 sous l'intitulé « Transitional Provisions », des mots « or company ».

**8.** L'Annexe F de ce règlement est modifiée par le remplacement du paragraphe introductif par le suivant :

« Article 2.33 [Preneur ferme] du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription et article 2.11 [Regroupement et réorganisation d'entreprises] ou paragraphe 1 de l'article 2.42 [Conversion, échange ou exercice] de ce règlement si le titre initial a été souscrit en vertu de l'article 2.33 de ce règlement ou sous le régime d'une dispense visant les placeurs selon les dispositions transitoires indiquées ci-dessous. ».

**9.** L'Annexe 45-102A1 de ce règlement est modifiée par le remplacement de la liste des autorités en valeurs mobilières par la suivante :

« **Autorité des marchés financiers**

800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C. P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
À l'attention du responsable de l'accès à l'information

**Alberta Securities Commission**

4th Floor, 300 - 5th Avenue SW  
Calgary (Alberta) T2P 3C4  
À l'attention de l'Information Officer  
Téléphone : 403-297-6454  
Télécopieur : 403-297-6156

**British Columbia Securities Commission**

P.O. Box 10142, Pacific Centre  
701 West Georgia Street  
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2  
À l'attention de l'Assistant Manager, Financial Reporting  
Téléphone : 604-899-6730 ou 1-800-373-6393 (en C.-B.)  
Télécopieur : 604-899-6506

**Securities Commission of Newfoundland and Labrador**

P.O. Box 8700  
 2nd Floor, West Block  
 Confederation Building  
 75 O'Leary Avenue  
 St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6  
 À l'attention du Director of Securities  
 Téléphone : 709-729-4189  
 Télécopieur : 709-729-6187

**Ministère de la Justice, Territoires du Nord-Ouest  
Bureau d'enregistrement**

C.P. 1320  
 1st Floor, 5009-49th Street  
 Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9  
 À l'attention du Director, Legal Registries  
 Téléphone : 867-873-7490  
 Télécopieur : 867-873-0243

**Nova Scotia Securities Commission**

2nd Floor, Joseph Howe Building  
 1690 Hollis Street  
 Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9  
 À l'attention de Corporate Finance  
 Téléphone : 902-424-7768  
 Télécopieur : 902-424-4625

**Ministère de la Justice, Nunavut  
Bureau d'enregistrement**

C.P. 1000, succ. 570  
 1st Floor, Brown Building  
 Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0  
 À l'attention du Director, Legal Registries Division  
 Téléphone : 867-975-6190  
 Télécopieur : 867-975-6194

**Commission des valeurs mobilières de l'Ontario**

Suite 1903, Box 55  
 20 Queen Street West  
 Toronto (Ontario) M5H 3S8  
 À l'attention de l'Administrative Assistant to the Director of Corporate Finance  
 Téléphone : 416-593-8314  
 Sans frais au Canada : 1-877-785-1555  
 Télécopieur : 416-593-8122

**Prince Edward Island Securities Office**

Consumer, Corporate and Insurance Services Division  
 Office of the Attorney General  
 P.O. Box 2000  
 Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8  
 À l'attention du Superintendent of Securities  
 Téléphone : 902-368-4550  
 Télécopieur : 902-368-5283

**Saskatchewan Financial Services Commission  
Securities Division**

601 – 1919 Saskatchewan Drive  
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2

À l'attention du Deputy Director, Legal/Registration

Téléphone : 306-787-5879

Télécopieur : 306-787-5899 ».

**10.** Ce règlement est modifié par la suppression, partout où ils se trouvent dans le texte anglais, des mots « or company » et par le remplacement, partout où ils se trouvent dans le texte français, des mots « de la société visée » par « de l'émetteur visé ».

**11.** Le présent règlement entre en vigueur le •.

## ***INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 45-102 SUR LA REVENTE DE TITRES***

### **1.1. Champ d'application**

- 1) Le *Règlement 45-102 sur la revente de titres* (le « règlement ») est en vigueur dans tous les territoires du Canada.
- 2) À l'exception des articles 2.1, 2.8 et 2.9, la partie 2 du règlement ne s'applique pas au Manitoba ni au Yukon.

### **1.2. Objet**

1) Le règlement prévoit que la première opération visée sur des titres placés sous le régime de certaines dispenses de prospectus constitue un placement, à moins que certaines conditions restreignant la revente des titres ne soient remplies. Ainsi, si le placement initial a été fait en vertu de l'une des dispositions indiquées à l'Annexe D du règlement ou d'autres textes de la législation en valeurs mobilières qui assujettissent la première opération visée à l'article 2.5 du règlement, l'émetteur doit être émetteur assujetti et l'avoir été durant une période d'acclimatation de quatre mois, et une période de restriction de quatre mois doit s'être écoulée depuis le placement. En outre, si ce placement a été fait en vertu de l'une des dispositions indiquées à l'Annexe E du règlement ou d'autres textes de la législation en valeurs mobilières qui assujettissent la première opération visée à l'article 2.6 du règlement, l'émetteur doit être émetteur assujetti et l'avoir été durant une période d'acclimatation de quatre mois. Le règlement prévoit aussi une dispense pour le placement d'un bloc de contrôle, et pour la vente de titres grevés d'une sûreté par les créanciers titulaires de la sûreté lorsqu'elle constitue un placement en vertu de la législation en valeurs mobilières.

2) Les annexes D et E du règlement énumèrent les nouvelles dispenses harmonisées prévues par le *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* (le « Règlement 45-106 ») et les dispenses d'application locale assujetties à la restriction à la revente prévue à l'article 2.5 ou 2.6 du règlement. L'annexe F indique les nouvelles dispenses harmonisées visant les placeurs en vertu du Règlement 45-106. Chacune de ces annexes énonce des dispositions transitoires s'appliquant aux titres souscrits ou acquis sous le régime d'une dispense figurant dans les annexes D, E et F de la norme multilatérale 45-102 au 30 mars 2004. Dans le cas des dispenses locales prenant effet après le 14 septembre 2005, il faut vérifier si le règlement local assujettit les titres souscrits ou acquis à l'article 2.5 ou 2.6 du règlement et se reporter aux annexes D et E du règlement. Pour connaître les dispenses locales de prospectus et d'inscription en vigueur dans chaque territoire du Canada, on se reportera également à l'avis pertinent des ACVM, mis à jour périodiquement.

3) Le règlement ne vise d'aucune manière à limiter la capacité du souscripteur ou de l'acquéreur de revendre des titres au moyen d'un prospectus ou sous le régime d'une dispense de prospectus au cours de la période de restriction ou d'acclimatation. C'est notamment le cas de la dispense supplémentaire prévue à l'article 2.14. Par exemple, la personne qui a obtenu une dispense discrétionnaire assujettissant le titre visé à la restriction à la revente prévue à l'article 2.5, 2.6 ou 2.8 peut se prévaloir de l'article 2.14 pour revendre le titre.

### **1.3. Dispositions transitoires**

1) Le *Multilateral Instrument 45-102, Resale of Securities* entré en vigueur le 30 novembre 2001 (l'« ancienne norme multilatérale 45-102 ») prescrivait des restrictions harmonisées à l'égard des premières opérations visées effectuées sur des titres à compter de cette date, même si les titres avaient été placés, ou acquis par le porteur vendeur dans le cas du placement d'un bloc de contrôle, avant cette date. En vertu de l'ancienne norme multilatérale 45-102, les titres faisaient l'objet d'une période de restriction et d'acclimatation de quatre ou de douze mois. Or, la norme multilatérale 45-102 entrée en vigueur le 30 mars 2004 subordonnait les titres de tous les émetteurs assujettis à une période de restriction et

d'acclimatation de quatre mois en vertu des articles 2.5 et 2.8 ou à une période d'acclimatation de quatre mois en vertu de l'article 2.6. Ce changement a eu pour effet de réduire à quatre mois les périodes de restriction ou d'acclimatation supérieures à ce délai qui étaient en vigueur conformément à la partie 2 de l'ancienne norme multilatérale 45-102. Les paragraphes 2 des articles 2.5 et 2.8 du règlement maintiennent la période de restriction de quatre mois sur les titres de tous les émetteurs assujettis.

2) Conformément au sous-paragraphe 3 du paragraphe 2 de l'article 2.5, de la norme multilatérale 45-102, le certificat ou l'attestation de propriété du titre faisant l'objet d'une première opération visée devait porter une mention indiquant la restriction à la revente. Cette règle ne s'appliquait qu'aux titres placés à l'entrée en vigueur de la norme multilatérale 45-102 le 30 mars 2004 ou par la suite dans un territoire du Canada, sauf le Québec. Le sous-paragraphe 3 du paragraphe 2 de l'article 2.5 du règlement précise dorénavant que l'obligation d'inclure une mention prévue par le règlement ne s'appliquera qu'aux titres placés au Québec à l'entrée en vigueur du règlement, le 14 septembre 2005, ou par la suite.

3) Les émetteurs peuvent continuer à remplacer les certificats portant une mention conforme à l'ancienne norme multilatérale 45-102 par des certificats (ou toute autre attestation électronique acceptable) portant la mention visée au sous-paragraphe 3 du paragraphe 2 de l'article 2.5 du règlement. Tout comme sous le régime de l'ancienne norme multilatérale 45-102, les certificats représentant les titres placés avant le 30 novembre 2001 n'ont pas à porter la mention.

#### **1.4. Territoires sans restriction**

Les articles 2.5 et 2.6 du règlement ne s'appliquent pas au Manitoba ni au Yukon, car la première opération visée sur des titres placés sous le régime d'une dispense de prospectus n'y fait l'objet d'aucune restriction, sauf s'il s'agit du placement d'un bloc de contrôle.

#### **1.5. Exemple d'application de l'article 2.5**

L'émetteur qui effectue un placement en Colombie-Britannique doit déposer un prospectus ou se prévaloir d'une dispense de prospectus prévue par la loi sur les valeurs mobilières de la province. S'il se prévaut d'une dispense de prospectus prévue en Colombie-Britannique et indiquée à l'annexe D du règlement, l'article 2.3 s'applique et la première opération visée sur les titres est assujettie à l'article 2.5. Celui-ci porte que la première opération visée constitue un placement, sauf, entre autres, si une période de restriction de quatre mois s'est écoulée. Si le souscripteur des titres en Colombie-Britannique veut les revendre en Ontario, il doit y déposer un prospectus ou en être dispensé, à moins que les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 2.5 du règlement ne soient remplies.

#### **1.6. Statut d'émetteur assujetti**

L'émetteur qui est assujetti dans tout territoire satisfait à l'obligation prévue aux paragraphes 2 de l'article 2.5, 3 de l'article 2.6 et 2 de l'article 2.8 du règlement. L'article 1.11 fournit des indications concernant l'émetteur qui devient émetteur assujetti en déposant un prospectus après la date du placement.

#### **1.7. Mention de la restriction à la revente**

1) Les sous-paragraphes 3 et 3.1 du paragraphe 2 de l'article 2.5 du règlement prévoient l'obligation d'inclure une mention de restriction à la revente si les titres sont placés en vertu de l'une des dispositions indiquées à l'annexe D du règlement ou sous le régime d'une autre dispense de prospectus dans un territoire où s'applique la restriction prévue par le paragraphe 2 de cet article. Cette obligation s'applique aux titres cédés pendant la période de restriction, que ce soit aux cessionnaires initiaux ou à des cessionnaires subséquents. Toutefois, étant donné la définition de « date du placement », dans la plupart des cas de revente, la période de restriction applicable aux acquéreurs subséquents expire quatre mois et un jour après la date du placement.

2) Lorsque le titre est saisi dans un système d'inscription directe ou un autre système électronique d'inscription en compte ou que le certificat représentant le titre n'est pas délivré directement au propriétaire véritable, l'émetteur doit donner à ce dernier un avis écrit contenant la mention de la restriction à la revente. Nous considérons qu'il est possible de remplir cette obligation en incluant la mention prescrite dans la convention de souscription ou l'attestation de propriété délivrée directement au propriétaire véritable au moyen d'un système d'inscription directe ou d'un autre système électronique d'inscription en compte.

3) Outre l'avis écrit prévu au sous-paragraphe 3.1 du paragraphe 2 de l'article 2.5, l'émetteur peut mettre en œuvre d'autres moyens pour aider les souscripteurs de titres faisant l'objet d'une restriction à respecter les conditions énoncées au sous-paragraphe 2 de ce paragraphe. Il peut notamment demander que le système d'inscription directe ou le système électronique d'inscription en compte dans lequel le titre est saisi applique des procédures qui restreignent les opérations sur le titre, comme l'attribution d'un numéro CUSIP distinct à celui-ci pendant la période de restriction. D'autres procédures peuvent être utilisées selon les capacités du système en question.

4) L'émetteur peut ajouter d'autres mentions que celle prévue au sous-paragraphe 3 du paragraphe 2 de l'article 2.5, mais, si elles figurent sur le certificat ou l'avis écrit, elles ne peuvent modifier le sens de la mention prescrite. On se reportera également à l'article 1.10 pour obtenir d'autres indications sur les mentions devant figurer sur le certificat représentant les titres convertibles ou sous-jacents, ou sur l'attestation de propriété de ces titres.

#### **1.8. Détermination des périodes de restriction et d'acclimatation**

La période de restriction fixée par le sous-paragraphe 2 du paragraphe 2 de l'article 2.5 du règlement débute à la date du placement, soit celle à laquelle l'émetteur ou la personne participant au contrôle a placé les titres sous le régime d'une dispense de prospectus. Par exemple, si l'émetteur ou la personne participant au contrôle place des titres auprès d'un souscripteur ou d'un acquéreur en Saskatchewan sous le régime d'une dispense pour placement privé et que ce dernier les revend à un acquéreur en Alberta sous le régime d'une autre dispense pour placement privé au cours de la période de restriction, l'acquéreur albertain déterminera si la période de restriction est échue en comptant le délai écoulé depuis la date du placement initial auprès de l'acquéreur de la Saskatchewan.

#### **1.9. Effort inhabituel**

Pour en savoir davantage sur la notion d'effort inhabituel prévue aux paragraphes 2 de l'article 2.5, 3 de l'article 2.6 et 2 de l'article 2.8 du règlement (« aucun effort inhabituel n'est fait en vue de préparer le marché ou de stimuler la demande pour le titre visé »), on se reportera à la jurisprudence, notamment à la décision rendue par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario le 24 avril 1985 dans l'affaire Daon Development Corporation et Daon Corporation, ainsi qu'à la définition du terme « unusual effort » à la partie 4 des *Alberta Securities Commission Rules*.

#### **1.10. Titres sous-jacents**

La période de restriction ou d'acclimatation applicable aux opérations visées sur un titre sous-jacent débute à la date du placement du titre convertible, du titre échangeable ou du titre convertible à répétition. Lorsque cette période a expiré avant la conversion ou l'échange, l'émetteur, conformément au paragraphe 3 de l'article 2.5, n'est pas tenu d'apposer la mention de restriction à la revente sur l'avis écrit.

### **1.11. Assujettissement par dépôt de prospectus après la date du placement**

Conformément à l'article 2.7 du règlement, la période d'acclimatation prévue aux articles 2.5, 2.6 et 2.8 ne s'applique pas à l'émetteur qui, n'étant pas émetteur assujetti à la date du placement, le devient par la suite en déposant et en faisant viser un prospectus dans un territoire indiqué à l'annexe B. Les titres émis avant le dépôt du prospectus peuvent alors être revendus, pour autant que la période de restriction fixée par l'article 2.5 ou 2.8 du règlement soit échue.

### **1.12. Réalisation de titres grevés d'une sûreté**

La dispense de prospectus prévue à l'article 2.8 du règlement est ouverte dans le cas de la réalisation, par vente ou par saisie, de titres grevés d'une sûreté. Ainsi, le créancier titulaire de la sûreté peut se prévaloir de cette dispense afin d'exercer son droit de revendre immédiatement les titres grevés d'une sûreté ou de les faire saisir et de les inscrire dans ses propres comptes pour revente ultérieure.

### **1.13. Offres publiques d'échange ou de rachat**

Selon l'article 2.11 du règlement, la période d'acclimatation ne s'applique pas aux opérations visées sur des titres émis dans le cadre d'une offre publique d'échange ou de rachat, pour autant que l'initiateur ait déposé une note d'information en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire intéressé. Une note d'information peut être déposée dans le cas d'une offre formelle ou d'une offre effectuée sous le régime d'une dispense. La dispense d'application de la période d'acclimatation repose sur le principe selon lequel l'initiateur ou l'émetteur dont les titres sont offerts en échange des titres de l'émetteur visé doit présenter dans la note d'information relative à une offre formelle l'information qui figurerait dans un prospectus. Cette dispense s'applique à l'égard d'une offre effectuée sous le régime d'une dispense si la note d'information satisfait aux exigences de forme et de contenu de l'information à fournir dans une note d'information relative à une offre formelle d'échange ou de rachat, selon le cas, en vertu de la législation en valeurs mobilières.

### **1.14. Dispenses à l'égard de certaines opérations visées dans le territoire intéressé**

La dispense prévue à l'article 2.10 du règlement n'est ouverte que si l'émetteur du titre sous-jacent était émetteur assujetti dans le territoire intéressé au moment de l'opération visée. Les dispenses prévues aux articles 2.11 et 2.12 ne sont ouvertes que si l'initiateur était émetteur assujetti dans le territoire intéressé à la date de la première prise de livraison des titres de l'émetteur visé dans le cadre de l'offre publique d'échange ou de rachat et également, dans le cas de la dispense prévue à l'article 2.12, que si l'émetteur du titre sous-jacent était émetteur assujetti dans le territoire intéressé au moment de l'opération visée. Ni l'émetteur ni l'initiateur ne peuvent remplir ces conditions en invoquant, respectivement, un prospectus ou une note d'information relative à une offre publique d'échange ou de rachat déposés dans un autre territoire.

### **1.15. Revente de titres d'un émetteur non assujetti**

1) Pour l'application de l'article 2.14 du règlement, afin de déterminer le pourcentage de titres en circulation de la catégorie ou série qui sont la propriété directe ou indirecte de résidents du Canada et le nombre de propriétaires directs et indirects qui sont résidents du Canada, l'émetteur doit :

a) faire des efforts raisonnables pour déterminer les titres inscrits au nom de tout courtier, banque, société de fiducie ou prête-nom dans les comptes de clients qui sont résidents du Canada;

b) dénombrer les titres qui sont la propriété véritable de résidents du Canada selon les déclarations de propriété véritable;

c) supposer que le client réside dans le territoire ou le territoire étranger où le prête-nom a son établissement principal si, après une enquête diligente, il n'arrive pas à obtenir les renseignements concernant le territoire ou le territoire étranger où réside le client.

2) La liste des propriétaires véritables des titres tenue par les intermédiaires conformément à la *Rule 14a-13* de la SEC prise en vertu de la Loi de 1934 ou de lois sur les valeurs mobilières analogues ou conformément au *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti* peut servir à déterminer le pourcentage prévu au paragraphe 1.

#### **1.16. Dépôt de l'avis établi conformément à l'Annexe 45-102A1**

Selon l'article 2.8 du règlement, l'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement d'un bloc de contrôle lorsque les conditions prévues à cet article sont remplies. En vertu du paragraphe 3 de cet article, le porteur vendeur est tenu de déposer un avis d'intention de revendre ses titres signé et établi conformément à l'Annexe 45-102A1. En vertu du paragraphe 4 de cet article, l'avis expire à la première des dates suivantes : la date à laquelle le porteur vendeur dépose la dernière déclaration d'initié portant sur la vente de tous les titres mentionnés dans l'avis et le 30<sup>e</sup> jour après le dépôt de l'avis. Le porteur vendeur qui souhaite poursuivre la revente de titres d'un bloc de contrôle doit déposer au moyen de SEDAR un nouvel avis dans le profil de l'émetteur sous « Information continue – Revente de titres (Règlement 45-102) – Annexe 45-102A1 », dans le territoire de l'autorité principale de l'émetteur au sens de l'*Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires*. Pour de plus amples renseignements sur le dépôt électronique de documents, se reporter au *Règlement 13-101 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche* (SEDAR) et au Manuel du déposant SEDAR courant (y compris les mises à jour de codes).

#### **1.17. Application de l'article 2.10**

L'article 2.10 du règlement s'applique lorsque des titres placés au moyen d'un prospectus permettent d'acquérir, par conversion ou échange, des titres d'un émetteur assujetti qui n'est pas l'émetteur des titres convertibles ou échangeables. Il s'agit notamment des titres convertis ou échangés sous le régime de la dispense d'inscription à titre de courtier prévue au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 3.42 du Règlement 45-106 et de la dispense de prospectus prévue au paragraphe 1 de l'article 2.42 de ce règlement. Ces titres feraient l'objet d'une période d'acclimatation parce que les placements effectués en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.42 du Règlement 45-106 dans les circonstances prévues au sous-paragraphe *b* de ce paragraphe sont prévus à l'Annexe E du règlement. L'article 2.10 supprime la période d'acclimatation pour les titres sous-jacents pourvu que les conditions qui y sont prévues soient remplies.

**Draft Regulation**

Securities Act  
(R.S.Q. c. V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (2), (3), (4), (8), (11), (14) and (34), and s. 331.2; 2007, c. 15)

**Regulation to amend Regulation 45-102 respecting resale of securities**

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, R.S.Q. c. V-1.1, the following Regulation, the texts of which are published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 45-102 respecting resale of securities.*

Draft of the *Policy Statement to Regulation 45-102 respecting resale of securities* is also published hereunder.

**Request for comment**

Comments regarding the above may be made in writing before **May 29, 2008**, to the following:

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Corporate Secretary  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Fax: (514) 864-6381  
E-mail: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

**Further information**

Further information is available from:

Rosetta Gagliardi  
Conseillère en réglementation  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, poste 4462  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca](mailto:rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca)

**February 29, 2008**

## Notice and Request for Comments

### **Proposed replacement of *Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions***

### **Proposed replacement of *Policy Statement to Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions***

### **Proposed *Regulation to amend Regulation 45-102 respecting Resale of Securities***

### **Proposed amendment to *Policy Statement to Regulation 45-102 respecting Resale of Securities***

## Background

We, the Canadian Securities Administrators (the CSA), are publishing for a 90-day comment period the following documents:

- *Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions*, including Form 45-106F1, *Report of Exempt Distribution*, Form 45-106F2, *Offering Memorandum for Non-Qualifying Issuers*, Form 45-106F3, *Offering Memorandum for Qualifying Issuers*, Form 45-106F4, *Risk Acknowledgement* and Form 45-106 F5, *Risk Acknowledgement – Saskatchewan Close Personal Friends and Close Business Associates* (“New Regulation 45-106”), and

- *Policy Statement to Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions* (“New Policy Statement 45-106” and, together with New Regulation 45-106, the “New Exemptions Materials”).

The New Exemptions Materials would replace the following documents currently in effect:

- *Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions*, including its forms (“Current Regulation 45-106”), and

- *Policy Statement to Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions* (“Current Policy Statement 45-106” and, together with Current Regulation 45-106, the “Current Exemptions Materials”).

Current Regulation 45-106 came into effect either as a rule, a policy, or a regulation, in all CSA jurisdictions, except Yukon, on September 14, 2005. Each member of the CSA, except Yukon, is expected to repeal the Current Exemptions Materials and replace them with the New Exemptions Materials. New Regulation 45-106 will be implemented as a rule, commission regulation, or policy in all CSA member jurisdictions.

We are also publishing for comment:

- *Regulation to amend Regulation 45-102 respecting Resale of Securities* (“Regulation 45-102”), and

- amended *Policy Statement to Regulation 45-102 respecting Resale of Securities* (“Policy Statement 45-102”)

(collectively, the “Amended Resale Materials”).

We are also proposing consequential amendments (“Consequential Amendments”) to update *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* (“Regulation 51-102”). The Consequential Amendments would amend Regulation 51-102 to update cross-references to New Regulation 45-106.

The New Exemption Materials, the Amended Resale Materials and the Consequential Amendments are published with this notice or can be found elsewhere on a CSA member website.

In addition, the text outlining proposed related amendments to local securities legislation is being published concurrently with this Notice or can be found elsewhere on a CSA member website.

Current Regulation 45-106 harmonizes and consolidates many of the exemptions from the prospectus and registration requirements previously contained in provincial statutes, and national, multilateral and local regulations. Regulation 45-102, first adopted in November 2001 in a number of jurisdictions, harmonizes the resale restrictions that apply to securities distributed in reliance on prospectus exemptions.

Changes to the *Securities Act* (Ontario) that would be required to implement proposed *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements* ("Regulation 31-103") also may affect the proposed New Regulation 45-106. At this time the Government of Ontario has not completed its consideration of possible legislative amendments. Any statutory amendments will only become law if they are passed by the Legislative Assembly of Ontario.

If and when a consultation draft of the legislation is published, this could result in the Ontario Securities Commission having to publish a modified rule proposal in Ontario.

#### **Substance and purpose of proposed changes**

The proposed changes to the regulations fall into the following two main categories:

1. Substantive changes to improve the effectiveness of the regulations. These include:
  - a. amendments to clarify some provisions of the regulations,
  - b. amendments to address areas that a regulation, form or policy statement does not address, including codifying discretionary relief that we have granted and answers to certain frequently asked questions, including those in CSA Staff Notice 45-305 *Frequently asked questions regarding Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions*, and
  - c. amendments to streamline and harmonize requirements in the regulations.
2. Changes consequential to Regulation 31-103. We propose to restructure New Regulation 45-106 so that the prospectus exemptions set out in Part 2 of the Current Regulation 45-106 are independent from the dealer registration exemptions in that Part. We propose to add a provision rendering the registration exemptions in New Regulation 45-106 inoperative in most jurisdictions after Regulation 31-103 comes into force. In addition, we propose to add a provision retaining the registration exemptions in New Regulation 45-106 in certain circumstances in British Columbia and Manitoba after Regulation 31-103 comes into force.

In British Columbia and Manitoba, the registration exemptions in Part 3 of New Regulation 45-106 will apply to a person unless the person is registered in any Canadian jurisdiction. A person may not rely on the registration exemptions in New Regulation 45-106 in British Columbia or Manitoba if they are already registered in either of those jurisdictions.

Certain registration exemptions now contained in Current Regulation 45-106 are reproduced in Regulation 31-103 and, following a transition period after Regulation 31-103 comes into force, the New Regulation 45-106 will be primarily a prospectus exemptions rule.

For further information, please see the discussion below under “Sections 3.0 and 3.01 – Application”, which outlines the availability of the registration exemptions in New Regulation 45-106. For further information regarding Regulation 31-103, including the registration exemptions set out in that regulation, please see the notice accompanying Regulation 31-103 published for comment on February 29, 2008.

### **Summary of the proposed substantive changes**

The significant proposed changes to improve the effectiveness of the Current Exemptions Materials are set out below. This is not a complete list of all the changes.

#### *Changes to improve the effectiveness of the Current Regulation 45-106*

##### Section 1.1 – Definitions

We are proposing to delete subsection (c) of the definition of “executive officer”. Subsection (c) is redundant because all persons covered by the text of subsection (c) are also covered by the text of subsection (d) of the definition.

We are also adding a definition of “self-directed RESP” as we are introducing a national exemption for certain trades in self-directed RESPs.

In addition, some jurisdictions may be adopting changes to a number of definitions in their legislation. As a result of those changes, the following definitions in Current Regulation 45-106 may no longer be required in those jurisdictions:

- control person
- director
- reporting issuer

##### Sections 2.2 and 3.2 – Reinvestment plan

We are proposing to make two changes to this exemption.

1. This exemption permits dividends or distributions to be reinvested to acquire new securities. The form of this exemption adopted in September 2005 requires that the securities issued under this exemption be of the same class as the securities to which the dividend or distribution is attributable. However, as discussed in question B.2 of CSA Staff Notice 45-305, all jurisdictions have provided an alternative exemption without this restriction, either through a blanket order or, in Ontario, an amendment to the exemption. The proposed change will mean that issuers with a reinvestment plan that issues a different class of securities can rely on the exemption in New Regulation 45-106. The jurisdictions with blanket orders expect to revoke those orders when New Regulation 45-106 comes into force. This change preserves the status quo in all CSA jurisdictions.

2. In conjunction with expanding the reinvestment plan exemption in the manner described above, we are proposing to require an issuer who issues securities of a different class to provide information to its plan participants about the rights of the class of securities being distributed. This can be done by either providing the description or a notice of a source where the participant can obtain the information without charge. We have included in Part 8 a transitional provision so that an issuer who has an existing plan can provide the required information with a mailing to its securityholders (such as with the proxy materials for an annual general meeting).

##### Sections 2.4 and 3.4 – Private issuer

We are proposing two main changes to this exemption.

1. We are changing it so that an issuer that was a reporting issuer but that no longer has public shareholders (for example, following a takeover bid and compulsory acquisition or a reorganization) can rely on the private issuer exemption.

2. We are adding grandchildren to the list of family members to whom securities can be issued. We understand that the failure to include grandchildren in the list was sometimes a problem for certain trusts established for the benefit of grandchildren.

#### Sections 2.5 and 3.5 – Family, friends and business associates

We are adding grandchildren to the list of family members (similar to the change proposed for sections 2.4 and 3.4)

#### Sections 2.9 and 3.9 – Offering memorandum

We are proposing changes that will harmonize the availability of the offering memorandum exemption in sections 2.9(2) and 3.9(2) for investment funds. As a result of these changes, the exemption in Alberta, Manitoba, Northwest Territories, Nunavut, Prince Edward Island, Québec and Saskatchewan would be available to a mutual fund that is a reporting issuer or to a non-redeemable investment fund.

New Brunswick is proposing to remove the restriction on commissions and finder's fees in sections 2.9(4) and 3.9(4).

#### Sections 2.12, 3.12, 2.13 and 3.13 – Asset acquisition and Petroleum, natural gas and mining properties

Proposed changes make it clear that the acquisition of assets or natural resource properties, as the case may be, can be made directly or indirectly (such as through a wholly-owned subsidiary). This proposed change is based on exemptive relief we have granted.

#### Section 2.16 and 3.16 – Take-over bid and issuer bid

Proposed changes clarify that prospectus and registration requirements do not apply in connection with a take-over bid or issuer bid in a jurisdiction of Canada.

#### Sections 2.18 and 3.18 – Investment fund reinvestment plan

The proposed changes allow an investment fund that is not in continuous distribution to rely on the exemption provided that the fund gives investors information which is substantially similar to the information contained in a prospectus.

#### Sections 2.22 and 3.22 – Definition of consultant

We are proposing to add employees of consulting companies to the list of eligible persons. Trades to those employees are permitted under the exemption only if the employee spends a significant amount of time and attention on the affairs and business of the issuer or its related entity.

#### Sections 2.34 and 3.34 – Specified debt

In addition to changing its title, we are proposing to make two changes to this exemption.

1. Currently, debt securities of or guaranteed by certain permitted supranational agencies can be traded under this exemption. We are adding to the list of permitted supranational agencies. This proposed change is based on exemptive relief and blanket orders granted in certain jurisdictions.

2. We are removing the exemption for trades in debt securities for Ontario school boards or certain corporations established under the *Education Act* (Ontario) as this exemption is only available in Ontario. Ontario is proposing to move this exemption to OSC Rule 45-501 *Ontario Prospectus and Registration Exemptions*.

#### Sections 2.36 and 3.36 – Mortgages

Alberta is proposing to be included in s. 2.36(3) of Regulation 45-106 and thereby remove the exemption for syndicated mortgages in Alberta.

#### Sections 2.38 and 3.38 – Not for profit issuer

British Columbia is proposing to remove the British Columbia-only requirement that a not for profit issuer must provide an information statement to purchasers.

#### Sections 2.43 and 3.43 – Self-directed RESPs

We are proposing to add an exemption for trades in self-directed RESPs. This exemption is similar to exemptions currently available in many jurisdictions where a self-directed RESP is a security.

#### Sections 3.0 and 3.01 – Application

We are proposing to add that the CSA jurisdictions, except British Columbia and Manitoba, plan to eliminate the registration exemptions in New Regulation 45-106. British Columbia and Manitoba propose to restrict the use of the registration exemptions in New Regulation 45-106 to persons who are not otherwise registered in another province or in another category of registration.

The text of proposed sections 3.0 and 3.01 is as follows:

“**3.0** On • [being six months after the coming into force of Regulation 31-103 *Registration Requirements*], Part 3 does not apply in any jurisdiction except British Columbia and Manitoba.

**3.01** On • [being six months after the coming into force of Regulation 31-103 *Registration Requirements*] in British Columbia and Manitoba, Part 3 does not apply to any person who is registered in any jurisdiction.”.

#### Section 3.03 – Person or company not in the business of trading

We are proposing to add that, in British Columbia and New Brunswick, a person or company may trade a security without registration if the person or company is not in the business of trading securities.

#### Section 3.50 – Investment dealer acting as portfolio manager

We are proposing to make two changes to this exemption.

1. We are proposing to change this exemption to clarify the rules and policies of the Investment Dealers Association of Canada that a registered investment dealer must follow in order to rely on this exemption.

2. We are proposing to remove subsection 3.8(3) which is an Ontario-only requirement to provide the securities regulatory authority with certain information in respect of registered investment dealers as this information is available on the National Registration Database.

### Section 6.1 – Report of exempt distribution and Form 45-106F1

We are proposing to clarify that issuers that distribute their own securities and underwriters that distribute securities that they acquired under section 2.33 [*Acting as underwriter*] must file a report of exemption distribution in Form 45-106F1.

In the instructions to Form 45-106F1, we are proposing to require that the same report of exempt distribution be filed in all jurisdictions where a report is required. Currently an issuer may, but is not required to, file the same report in all jurisdictions where the issuer has made the distribution.

### Section 6.6 – Reporting requirements in British Columbia

While a person trading securities exclusively in British Columbia who is not otherwise registered will not be required to register as an exempt market dealer, British Columbia is proposing requiring that the person (i) file an initial notice and an annual notice with the British Columbia Securities Commission and (ii) provide a risk acknowledgement form to the investor to whom it proposes to sell securities.

#### *Changes to Forms 45-106F2 and F3*

We are proposing to clarify the financial statements that are required to be included with an offering memorandum. These changes will make the financial statement requirements more consistent with the requirements of Regulation 51-102 and other regulations.

We are also proposing to add requirements that clarify the disclosure expected for issuers with mining and oil and gas activities.

#### *Changes to Policy Statement 45-106*

We have added guidance to Policy Statement 45-106 to address:

- amendments consequential to Regulation 31-103
- reinvestment plans
- not for profit issuers
- employees, executive officers, directors, and consultants

#### *Amendments to Regulation 45-102*

### Section 2.5 – Restricted period

We are proposing changes to the legending requirements. These are intended to make the requirements more effective in situations where the purchaser of the securities does not receive a certificate. The proposed changes also address written notice requirements in circumstances where a security is entered into a direct registration or other electronic book-entry system and eliminate the requirement that the direct registration or other electronic book-entry system be acceptable to the regulator and, in Québec, the securities regulatory authority.

### Section 2.8 – Exemption for a Trade by a Control Person

We are proposing changes to make it clear that a control person (or other person required to file a notice in Form 45-102F1) cannot have concurrent notices outstanding for the same securities. The Form 45-102F1 is intended to provide notice to the market that a control person is selling securities. If the form could effectively be an evergreen document because a control person files a new notice before the previous one expires, the form cannot

serve its intended function. As a result of this proposed change, after each new filing of a Form 45-102F1, the control person will have to wait seven days before relying on the prospectus exemption in section 2.8 of Regulation 45-102. However, we are also proposing that a previously filed Form 45-102F1 will expire on the earlier of the date the control person files an insider report and 30 days from the date the Form 45-102F1 was filed.

#### Regulation 45-102 – Appendices D and E

We are amending these appendices to reflect the amendments consequential to Regulation 31-103 and to clarify the resale provisions applicable to securities distributed under the following exemptions in New Regulation 45-106:

- Section 2.31 – Dividends and distributions
- Section 2.42 – Conversion, exchange or exercise
- Section 5.2 – Offerings by TSX Venture Exchange Offering Document

#### *Amendments to Policy Statement 45-102*

We have expanded or added guidance to Policy Statement 45-102 to address:

- legending requirements
- when section 2.10 of Regulation 45-102 applies

#### **Other issue - approved credit rating**

We are currently reviewing the use of credit ratings in New Regulation 45-106. Once we have completed our review, we will assess whether any amendments are required to the exemptions in New Regulation 45-106 that currently contain a credit rating requirement.

#### **Request for Comments**

We welcome your comments on the proposed amendments to the regulations and any relevant local amendments. In addition to any general comments you may have, we also invite comments on the following specific questions.

1. We are proposing to change the definition of private issuer so that the exemption would be available in the future to an issuer that completes a transaction if immediately following the transaction all securities of the issuer are beneficially owned only by persons who would be eligible to purchase the securities under section 2.4(2) and 3.4(2) of New Regulation 45-106. This is intended to allow an issuer that completes a going private transaction (for example, by way of an amalgamation squeeze out or a takeover bid with a subsequent statutory compulsory acquisition) to use the private issuer exemption after the going private transaction. We have not specified any types of transaction. Are there any specific transactions that would allow an issuer to reduce its number of security holders which we should not permit for this purpose?

2. In our view, the legending requirements help to ensure that illegal trades are not made during the restricted period by restricting the trade and notifying intermediaries and prospective purchasers of the restriction. Do the legending requirements with the proposed changes fulfill this purpose? Does the current system of legending work efficiently or could it be improved? If so, in what way? Could we achieve the same outcome in another way, without requiring legending?

Please submit your comments in writing on or before May 29, 2008. If you are not sending your comments by email, a diskette containing the submissions (in Windows format, Word) should also be forwarded.

Address your submission to all of the Canadian securities regulatory authorities, as follows:

British Columbia Securities Commission  
 Alberta Securities Commission  
 Saskatchewan Financial Services Commission  
 Manitoba Securities Commission  
 Ontario Securities Commission  
 Autorité des marchés financiers  
 New Brunswick Securities Commission  
 Superintendent of Securities, Prince Edward Island  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
 Registrar of Securities, Northwest Territories  
 Registrar of Securities, Yukon Territory  
 Registrar of Securities, Nunavut

Deliver your comments **only** to the two addresses that follow. Your comments will be forwarded to the remaining CSA member jurisdictions.

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
 Corporate Secretary  
 Autorité des marchés financiers  
 800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
 C.P. 246, tour de la Bourse  
 Montréal (Québec) H4Z 1G3  
 Fax: 514-864-6381  
 e-mail: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

Gordon Smith  
 British Columbia Securities Commission  
 PO Box 10142, Pacific Centre  
 701 West Georgia Street  
 Vancouver, British Columbia  
 V7Y 1L2  
 Fax: (604) 899-6814  
 e-mail: [gsmith@bcsc.bc.ca](mailto:gsmith@bcsc.bc.ca)

We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires publication of a summary of the written comments received during the comment period. All comments will also be posted to the BCSC web-site at [www.bcsc.bc.ca](http://www.bcsc.bc.ca) and the websites of the other CSA jurisdictions to improve the transparency of the policy-making process.

### Questions

Please refer your questions to any of:

Sylvie Lalonde (for Regulation 45-106)  
 Manager, Policy Department  
 Autorité des marchés financiers  
 514-395-0337, ext. 4398  
[sylvie.lalonde@lautorite.qc.ca](mailto:sylvie.lalonde@lautorite.qc.ca)

Rosetta Gagliardi (for Regulation 45-102)  
 Policy Advisor  
 Autorité des marchés financiers  
 514-395-0337, ext. 4462  
[rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca](mailto:rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca)

Gordon Smith  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
British Columbia Securities Commission  
604-899-6656  
[gsmith@bcsc.bc.ca](mailto:gsmith@bcsc.bc.ca)

Larissa Streu  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
British Columbia Securities Commission  
604-899-6888  
[lstreu@bcsc.bc.ca](mailto:lstreu@bcsc.bc.ca)

Blaine Young  
Associate Director, Corporate Finance  
Alberta Securities Commission  
403-297-4220  
[blaine.young@seccom.ab.ca](mailto:blaine.young@seccom.ab.ca)

Tracy Clark  
Legal Counsel  
Alberta Securities Commission  
403-355-4424  
[tracy.clark@seccom.ab.ca](mailto:tracy.clark@seccom.ab.ca)

Dean Murrison  
Deputy Director, Legal/Registration  
Securities Division  
Saskatchewan Financial Services Commission  
306-787-5879  
[dmurrison@sfsc.gov.sk.ca](mailto:dmurrison@sfsc.gov.sk.ca)

Chris Besko  
Legal Counsel - Deputy Director  
The Manitoba Securities Commission  
204-945-2561  
[cbesko@gov.mb.ca](mailto:cbesko@gov.mb.ca)

Jo-Anne Matear  
Assistant Manager, Corporate Finance Branch  
Ontario Securities Commission  
416-593-2323  
[jmatear@osc.gov.on.ca](mailto:jmatear@osc.gov.on.ca)

Jason Koskela  
Legal Counsel, Corporate Finance  
Ontario Securities Commission  
416-595-8922  
[jkoskela@osc.gov.on.ca](mailto:jkoskela@osc.gov.on.ca)

Robert F. Kohl (for Regulation 31-103)  
Senior Legal Counsel  
Registrant Regulation  
Ontario Securities Commission  
416-593-8233  
[rkohl@osc.gov.on.ca](mailto:rkohl@osc.gov.on.ca)

Darren McKall  
Senior Legal Counsel, Investment Funds  
Ontario Securities Commission  
416-593-8118  
[dmckall@osc.gov.on.ca](mailto:dmckall@osc.gov.on.ca)

Shirley Lee  
Securities Analyst  
Nova Scotia Securities Commission  
902-424-5441  
[leesp@gov.ns.ca](mailto:leesp@gov.ns.ca)

Susan Powell  
Legal Counsel, Corporate Finance  
New Brunswick Securities Commission  
506-643-7697  
[susan.powell@nbsc-cvmnb.ca](mailto:susan.powell@nbsc-cvmnb.ca)

Mark Gallant  
Superintendent of Securities  
Prince Edward Island  
902-368-4552  
[mlgallant@gov.pe.ca](mailto:mlgallant@gov.pe.ca)

Don Boyles  
Program & Policy Development  
Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
Government of Newfoundland & Labrador  
709-729-4501  
[dboyles@gov.nl.ca](mailto:dboyles@gov.nl.ca)

Bruce MacAdam, Registrar of Securities  
Government of Nunavut, Justice Department  
867-975-6586  
[bmacadam@gov.nu.ca](mailto:bmacadam@gov.nu.ca)

Donald MacDougall  
Registrar of Securities  
Northwest Territories  
867-920-8984  
[donald\\_macdougall@gov.nt.ca](mailto:donald_macdougall@gov.nt.ca)

Frederik J. Pretorius  
Manager Corporate Affairs (C-6)  
Dept of Community Services  
Government of Yukon  
867-667-5225  
[Fred.Pretorius@gov.yk.ca](mailto:Fred.Pretorius@gov.yk.ca)

**February 29, 2008**

## REGULATION TO AMEND REGULATION 45-102 RESPECTING RESALE OF SECURITIES

### Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (3), (4), (8), (11), (14) and (34); 2007, c. 15)

#### 1. Section 1.1 of Regulation 45-102 respecting Resale of Securities is amended:

(1) in the English text of subparagraph (B) of subparagraph (ii) of paragraph (c) of the definition of “private issuer”, by deleting the words “or company”;

(2) in the English text of the definition of “trade”, by deleting “,” after “trade”.

#### 2. Section 2.5 of the Regulation is amended:

(1) in paragraph (2):

(i) by replacing subparagraph 3 with the following:

“3. If the distribution date is on or after March 30, 2004, or, in Québec, on or after September 14, 2005, and

(i) if the issuer is a reporting issuer on the distribution date, the certificate representing the security, if any, carries a legend stating:

“Unless permitted under securities legislation, the holder of this security must not trade the security before [*insert the date that is 4 months and a day after the distribution date*]”;

or

(ii) if the issuer is not a reporting issuer on the distribution date, the certificate representing the security, if any, carries a legend stating:

“Unless permitted under securities legislation, the holder of this security must not trade the security before the date that is 4 months and a day after the later of (i) [*insert the distribution date*], and (ii) the date the issuer became a reporting issuer in any province or territory.”;

“3.1. If the security is entered into a direct registration or other electronic book-entry system, or if the beneficial security holder did not otherwise directly receive a certificate representing the security, written notice containing the legend restriction notation set out in paragraphs (i) or (ii) of item 3, as applicable, was delivered to the beneficial security holder.”;

(ii) by deleting, in the English text of subparagraph 6, the words “or company”;

(2) by replacing paragraph (3) with the following:

“(3) Items 3 and 3.1 of subsection (2) do not apply to a trade of an underlying security if the certificate representing the underlying security is issued or the written notice is delivered at least four months after the distribution date.”.

#### 3. Section 2.8 of the Regulation is amended:

(1) by deleting, in the English text of subparagraph 4 of paragraph (2), the words “or company”;

(2) by replacing paragraphs (3) and (4) with the following:

“(3) The selling security holder, or the lender, pledgee, mortgagee or other encumbrancer if the distribution is for the purpose of liquidating a debt, under subsection (2) must

(a) complete and sign a Form 45-102F1 no earlier than one business day before the Form 45-102F1 is filed;

(b) file the completed and signed Form 45-102F1 on SEDAR at least seven days before the first trade of the securities that is part of the distribution; and

(c) file, within three days after the completion of any trade, an insider report prepared in accordance with either Form 55-102F2 or Form 55-102F6 under National Instrument 55-102 *System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI)*, adopted by the *Commission des valeurs mobilières du Québec* pursuant to decision no. 2003-C-0069 dated March 3, 2003.

“(4) A Form 45-102F1 filed under subsection (3) expires on the earlier of

(a) thirty days after the date the Form 45-102F1 was filed, and

(b) the date the selling security holder, or the lender, pledgee, mortgagee or other encumbrancer, files the last of the insider reports reflecting the sale of all securities referred to in the Form 45-102F1.

“(5) A selling security holder, or the lender, pledgee, mortgagee or other encumbrancer must not file a new Form 45-102F1 in respect of a class of securities of a reporting issuer until the Form 45-102F1 in respect of that class of securities previously filed by that person has expired.”.

4. Paragraph (1) of section 2.9 of the Regulation is amended by replacing “continuation” with “reorganization”.

5. Appendix B of the Regulation is amended by adding “New Brunswick” below “Manitoba”.

6. Appendix D of the Regulation is amended:

(1) by replacing the text before the heading “Transitional Provisions” with the following:

“Except in Manitoba and the Yukon, the following exemptions from the prospectus requirement in Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions:

- section 2.3 [*Accredited investor*];
- section 2.5 [*Family, friends and business associates*] (except in Ontario);
- section 2.7 [*Founder, control person and family*] (Ontario);
- section 2.8 [*Affiliates*];
- section 2.9 [*Offering memorandum*] (in Alberta, British Columbia, Manitoba, New Brunswick, Newfoundland and Labrador, Northwest Territories, Nova Scotia, Nunavut, Prince Edward Island, Québec and Saskatchewan);
- section 2.10 [*Minimum amount investment*];

- section 2.12 [*Asset acquisition*];
- section 2.13 [*Petroleum, natural gas and mining properties*];
- section 2.14 [*Securities for debt*];
- section 2.19 [*Additional investment in investment funds*];
- section 2.30 [*Isolated distribution by issuer*];
- section 2.31 [*Dividends and distributions*], if the security was acquired in the circumstances referred to in subsection 2.31(2) and that security was initially acquired by the issuer under
  - (a) one of the exemptions listed in this Appendix,
  - (b) an exemption from the prospectus requirement that specifies that the first trade is subject to section 2.5 of this Regulation, or
  - (c) an exemption from the prospectus requirement that specified prior to September 14, 2005 that the first trade was subject to section 2.5 of Multilateral Instrument 45-102, Resale of Securities in effect on March 30, 2004, hereafter referred to as “MI 45-102”;
- section 2.40 [*RRSP/RRIF*], if the security acquired under section 2.40 was initially acquired by an individual or an associate of the individual or an RRSP or RRIF established for or by that individual or under which that individual is a beneficiary under
  - (a) one of the exemptions listed in this Appendix,
  - (b) an exemption from the prospectus requirement that specifies that the first trade is subject to section 2.5 of this Regulation, or
  - (c) an exemption from the prospectus requirement that specified prior to September 14, 2005 that the first trade was subject to section 2.5 of MI 45-102;
- section 2.42 [*Conversion, exchange or exercise*], if the security acquired in the circumstances referred to in clause (a) of subsection 2.42(1) was acquired in accordance with the terms and conditions of a previously issued security and that previously issued security was distributed under
  - (a) one of the exemptions listed in this Appendix,
  - (b) an exemption from the prospectus requirement that specifies that the first trade is subject to section 2.5 of this Regulation, or
  - (c) an exemption from the prospectus requirement that specified prior to September 14, 2005 that the first trade was subject to section 2.5 of MI 45-102;
- section 5.2 [*TSX Venture exchange offering*], if the security acquired under section 5.2 was acquired by
  - (a) a purchaser that, at the time the security was acquired, was an insider or promoter of the issuer of the security, the issuer’s underwriter, or a member of the underwriter’s “professional group” (as defined in Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts approved by Ministerial Order no. 2005-14 dated August 2, 2005), or
  - (b) any other purchaser in excess of \$40,000 for the portion of the securities in excess of 40,000;

as well as the following local exemptions from the prospectus requirement:

- section 3.1 of Alberta Securities Commission Rule 72-501 *Distributions to Purchasers Outside Alberta*;
- clauses 77(1)(u) and (w) and subclauses 77(1)(ab)(ii) and (iii) of the *Securities Act* (Nova Scotia);
- an exemption from the prospectus requirement in a jurisdiction of Canada that specifies that the first trade is subject to section 2.5 of this Regulation.”;

(2) in Part 3, under the heading “Transitional Provisions”:

(a) by adding, under “Definitions”, the following definition after the definition of « (2005) OSC Rule 45-501”:

““[2008] OSC Rule 45-501” means the Ontario Securities Commission Rule 45-501 Ontario Prospectus and Registration Exemptions that came into force on ●;”

(b) in Part (b) :

(i) by replacing the heading with “(b) **2005 OSC Rule 45-501 and [2008] OSC Rule 45-501**”;

(ii) by adding “and [2008] OSC Rule 45-501” after “2005 OSC Rule 45-501”, wherever they appear;

(3) by deleting, in the English text of the seventh, eighth, and twenty first paragraphs of Part 1 under the heading “Transitional Provisions”, the words “or company”.

7. Appendix E of the Regulation is amended:

(1) by replacing the text before the heading “Transitional Provisions” with the following:

“Except in Manitoba and the Yukon, the following exemptions from the prospectus requirement in Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions:

- section 2.1 [*Rights offering*];
- section 2.2 [*Reinvestment plan*];
- section 2.4 [*Private issuer*];
- section 2.11 [*Business combination and reorganization*];
- section 2.16 [*Take-over bid and issuer bid*];
- section 2.17 [*Offer to acquire to security holder outside local jurisdiction*];
- section 2.18 [*Investment fund reinvestment*];
- section 2.20 [*Private investment club*];
- section 2.21 [*Private investment fund - loan and trust pools*];
- section 2.24 [*Employee, executive officer, director and consultant*];

- section 2.26 [*Distributions among current or former employees, executive officers, directors or consultants of non-reporting issuer*];
  - section 2.27 [*Permitted transferees*];
  - section 2.31 [*Dividends and distributions*], if the security was acquired in the circumstances referred to in subsection 2.31(2), that security was initially acquired by the issuer under
    - (a) one of the exemptions listed in this Appendix,
    - (b) an exemption from the prospectus requirement that specifies that the first trade is subject to section 2.6 of this Regulation, or
    - (c) an exemption from the prospectus requirement that specified prior to September 14, 2005 that the first trade was subject to section 2.6 of Multilateral Instrument 45-102, Resale of Securities in effect on March 30, 2004, hereafter referred to as “MI 45-102”;
  - section 2.40 [*RRSP/RRIF*], if the security acquired under section 2.40 was initially acquired by an individual or an associate of the individual or an RRSP or RRIF established for or by that individual or under which that individual is a beneficiary under
    - (a) one of the exemptions listed in this Appendix,
    - (b) an exemption from the prospectus requirement that specifies that the first trade is subject to section 2.6 of this Regulation, or
    - (c) an exemption from the prospectus requirement that specified prior to September 14, 2005 that the first trade was subject to section 2.6 of MI 45-102;
  - section 2.42 [*Conversion, exchange or exercise - security of own issue*], if the security acquired in the circumstances referred to in clause (a) of subsection 2.42(1) was acquired in accordance with the terms and conditions of a previously issued security and that previously issued security was distributed under
    - (a) one of the exemptions listed in this Appendix,
    - (b) an exemption from the prospectus requirement that specifies that the first trade is subject to section 2.6 of this Regulation, or
    - (c) an exemption from the prospectus requirement that specified prior to September 14, 2005 that the first trade was subject to section 2.6 of MI 45-102;
  - section 2.42 [*Conversion, exchange or exercise - security of a reporting issuer*] for a security being traded in the circumstances referred to in clause (b) of subsection 2.42(1);
- as well as the following local exemptions from the prospectus requirement:
- Alberta Securities Commission Rule 45-502 *Trade with RESP*, if not included in Appendix D;
  - Nova Scotia Securities Commission Blanket Order No. 46;
  - Prince Edward Island Local Rule 45-510 - *Exempt Distributions - Exemptions for Trades Pursuant to Take-over Bids and Issuer Bids*;
  - an exemption from the prospectus requirement in a jurisdiction of Canada

that specifies that the first trade is subject to section 2.6 of this Regulation.”;

(2) in Part 3, under the heading “Transitional Provisions” :

(a) by deleting, under “Definitions”, the definition of “2005 OSC Rule 45-501”;

(b) by replacing, in paragraph ii of Part (a), “Ontario Securities Commission Rule 45-501 Exempt Distributions” with “2004 OSC Rule 45-501”;

(3) by deleting, in the English text of the fifth paragraph of Part 1 under the heading “Transitional Provisions”, the words “or company”.

**8.** Appendix F of the Regulation is amended by replacing the introductory paragraph with the following:

“Section 2.33 [Acting as underwriter] of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions and section 2.11 [Business combination and reorganization] or subsection 2.42(1) [Conversion, exchange or exercise] of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions, if the original security was acquired under section 2.33 of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions or one of the underwriter exemptions in the transitional provisions listed below.”.

**9.** Form 45-102F1 of the Regulation is amended by replacing the list of securities regulatory authorities with the following:

**“Autorité des marchés financiers**

Tour de la Bourse  
800, square Victoria  
C.P. 246, 22<sup>e</sup> étage  
Montréal, Québec H4Z 1G3  
Attention: Responsable de l'accès à l'information

**Alberta Securities Commission**

4th Floor, 300 - 5th Avenue SW  
Calgary, AB T2P 3C4  
Attention: Information Officer  
Telephone: 403-297-6454  
Facsimile: 403-297-6156

**British Columbia Securities Commission**

P.O. Box 10142, Pacific Centre  
701 West Georgia Street  
Vancouver, BC V7Y 1L2  
Attention: Assistant Manager, Financial Reporting  
Telephone: 604-899-6730 or 1-800-373-6393 (in B.C.)  
Facsimile: 604-899-6506

**Securities Commission of Newfoundland and Labrador**

P.O. Box 8700  
2nd Floor, West Block  
Confederation Building  
75 O'Leary Avenue  
St. John's, NFLD A1B 4J6  
Attention: Director of Securities  
Telephone: 709-729-4189  
Facsimile: 709-729-6187

**Department of Justice, Northwest Territories****Legal Registries**

P.O. Box 1320  
 1st Floor, 5009-49th Street  
 Yellowknife, NWT X1A 2L9  
 Attention: Director, Legal Registries  
 Telephone: 867-873-7490  
 Facsimile: 867-873-0243

**Nova Scotia Securities Commission**

2nd Floor, Joseph Howe Building  
 1690 Hollis Street  
 Halifax, NS B3J 3J9  
 Attention: Corporate Finance  
 Telephone: 902-424-7768  
 Facsimile: 902-424-4625

**Department of Justice, Nunavut****Legal Registries Division**

P.O. Box 1000 - Station 570  
 1st Floor, Brown Building  
 Iqaluit, NT X0A 0H0  
 Attention: Director, Legal Registries Division  
 Telephone: 867-975-6190  
 Facsimile: 867-975-6194

**Ontario Securities Commission**

Suite 1903, Box 55  
 20 Queen Street West  
 Toronto, ON M5H 3S8  
 Attention: Administrative Assistant to the Director of Corporate Finance  
 Telephone: 416-593-8314  
 Toll free in Canada: 1-877-785-1555  
 Facsimile: 416-593-8122

**Prince Edward Island Securities Office**

Consumer, Corporate and Insurance Services Division  
 Office of the Attorney General  
 P.O. Box 2000  
 Charlottetown, PE C1A 7N8  
 Attention: Superintendent of Securities  
 Telephone: 902-368-4550  
 Facsimile: 902-368-5283

**Saskatchewan Financial Services Commission  
 Securities Division**

601 - 1919 Saskatchewan Drive  
 Regina, SK S4P 4H2  
 Attention: Deputy Director, Legal/Registration  
 Telephone: 306-787-5879  
 Facsimile: 306-787-5899

**10.** The Regulation is amended by deleting the words “or company”, wherever they appear in the English text, and replacing the words “de la société visée” by “de l'émetteur visé”, wherever they appear in the French text.

**11.** This Regulation comes into force on •.

## **POLICY STATEMENT TO REGULATION 45-102 RESPECTING RESALE OF SECURITIES**

### **1.1. Application**

(1) *Regulation 45-102 respecting Resale Of Securities* (“Regulation 45-102”) has been implemented in all jurisdictions.

(2) Except for sections 2.1, 2.8 and 2.9, Part 2 of Regulation 45-102 does not apply in Manitoba and Yukon.

### **1.2. Purpose**

(1) Regulation 45-102 provides that first trades of securities distributed under certain exemptions from the prospectus requirement are distributions unless certain conditions are met. The conditions impose restrictions on the resale of the securities. If the securities were distributed under any of the provisions listed in Appendix D to Regulation 45-102 or under other securities legislation which specifies that the first trade is subject to section 2.5 of Regulation 45-102, the conditions include that the issuer is and has been a reporting issuer for a four month seasoning period and that a four month restricted period has elapsed from the date of the initial distribution. If the securities were distributed under any of the provisions listed in Appendix E to Regulation 45-102 or under other securities legislation which specifies that the first trade is subject to section 2.6 of Regulation 45-102, the conditions include that the issuer is and has been a reporting issuer for a four month seasoning period. Regulation 45-102 also provides an exemption for a control distribution and a sale by a pledgee of pledged securities if the sale would be a distribution for the purposes of securities legislation.

(2) Appendices D and E to Regulation 45-102 list the new harmonized exemptions in *Regulation 45-106 respecting Registration and Prospectus Exemptions* (“Regulation 45-106”) and local exemptions that are subject to the resale restrictions under section 2.5 or 2.6 of Regulation 45-102, while Appendix F lists the new harmonized exemptions in Regulation 45-106 applicable to underwriters. Each of these appendices also contains transitional provisions applicable to securities acquired under exemptions listed in the Appendices to MI 45-102 as Appendices D, E and F read on March 30, 2004. For all local exemptions that come into effect after September 14, 2005, you should look to the local regulation itself to see if it specifies that the securities acquired are subject to section 2.5 or 2.6 of Regulation 45-102 as well as to Appendix D and E to Regulation 45-102. You may also wish to consult the CSA Notice listing local registration and prospectus exemptions in place in each jurisdiction of Canada, which the CSA will update periodically.

(3) Nothing in Regulation 45-102 is intended to restrict the ability of a purchaser to resell securities during the restricted period or seasoning period under a prospectus or an exemption from the prospectus requirement. This includes the further exemption found in section 2.14. For example, if a person or company obtains a discretionary exemption order or ruling that imposes any of the resale restrictions contained in section 2.5, 2.6 or 2.8 on a security that is the subject of the order or ruling, the person or company may rely on section 2.14 to resell the security.

### **1.3. Transition**

(1) When Multilateral Instrument 45-102, *Resale of Securities* (“former MI 45-102”) came into force on November 30, 2001, that instrument imposed harmonized resale restrictions on the first trade of securities made on or after that date, even if the securities were distributed, or acquired by the selling security holder in the case of a trade that is a control distribution, prior to November 30, 2001. These securities were subject to prescribed restricted periods and seasoning periods of either four or twelve months. When MI 45-102 was implemented on March 30, 2004, the securities of all reporting issuers became subject to four month restricted and seasoning periods under section 2.5 and 2.8 or

four month seasoning periods under section 2.6 of MI 45-102. This meant that any existing restricted period or seasoning period imposed under Part 2 of former MI 45-102 that exceeded four months was reduced to four months under MI 45-102. Under Regulation 45-102, securities of all reporting issuers continue to be subject to a four month restricted period under subsection 2.5(2) or 2.8(2).

(2) Item 3. of subsection 2.5(2) of MI 45-102 required that the certificate or the ownership statement evidencing a security that is the subject of the first trade carry either a legend or a legend restriction notation disclosing the resale restrictions. This legend requirement applied only to securities distributed on or after MI 45-102 comes into effect on March 30, 2004 in all jurisdictions except Quebec. We have added language to Item 3. of subsection 2.5(2) of Regulation 45-102 to clarify that the legend requirement in Regulation 45-102 will only apply to securities distributed in Quebec on or after Regulation 45-102 comes into effect on September 14, 2005.

(3) Issuers may continue to replace those certificates that are legended in accordance with former MI 45-102 with a certificate (or an acceptable electronic alternative) carrying the legend (or legend restriction notation) specified in item 3. of subsection 2.5(2) of Regulation 45-102. As was the case under former MI 45-102, certificates representing securities distributed prior to November 30, 2001 do not have to be legended.

#### **1.4. Open System Jurisdictions**

Sections 2.5 and 2.6 of Regulation 45-102 do not apply in Manitoba, and Yukon as those jurisdictions do not impose restrictions on first trades in securities distributed under an exemption from the prospectus requirement in those jurisdictions unless the trade is a control distribution.

#### **1.5. Example of Application of Section 2.5**

If an issuer distributes securities to a purchaser in British Columbia, the issuer must file a prospectus or rely upon a prospectus exemption under the securities legislation of British Columbia. If the issuer relies upon a British Columbia prospectus exemption listed in Appendix D to Regulation 45-102, section 2.3 of Regulation 45-102 applies and the first trade of the securities is subject to section 2.5 of Regulation 45-102. Section 2.5 provides that the first trade is a distribution unless, among other conditions, a four month restricted period has elapsed. If the British Columbia purchaser seeks to resell the securities into Ontario, a prospectus must be filed in Ontario or a prospectus exemption relied upon unless the conditions in subsection 2.5(2) of Regulation 45-102 are satisfied.

#### **1.6. Reporting Issuer Status**

Reporting issuer status in any jurisdiction will satisfy the reporting issuer requirements in subsections 2.5(2), 2.6(3) and 2.8(2) of Regulation 45-102. See section 1.11 for guidance if an issuer becomes a reporting issuer by filing a prospectus after the distribution date.

#### **1.7. Legending of Securities**

(1) Items 3 and 3.1 of subsection 2.5(2) of Regulation 45-102 impose legend or legend notation requirements for securities distributed under any of the provisions listed in Appendix D to Regulation 45-102 or another prospectus exemption of any jurisdiction subject to the resale restrictions in subsection 2.5(2) of Regulation 45-102. This requirement applies to securities transferred during the restricted period, whether to initial or subsequent transferees. However, because of the definition of "distribution date", in the case of most resales, the subsequent purchaser's restricted period will expire four months and a day after the original distribution date.

(2) If the security is entered into a direct registration or other electronic book-entry system, or where a certificate representing the security is not issued directly to a beneficial

security holder, the issuer must provide written notice of the legend restriction notation to the beneficial security holder. We would consider providing written notice of the legend restriction notation to the beneficial security holder in a subscription agreement or including the legend restriction notation in an ownership statement issued under a direct registration system or other electronic book-entry system delivered directly to the beneficial security holder to be ways of meeting the written notice requirement.

(3) In addition to the written notice condition contemplated in item 3.1 of subsection 2.5(2), issuers may want to assist purchasers of restricted securities with compliance with the resale restrictions in item 2 of subsection 2.5(2) through other means. For example, issuers can request that the direct registration or electronic book-entry system in which the security is entered apply any available procedures to restrict trading in the security, such as the assignment of a separate CUSIP number to the security for the duration of the restricted period. There may be alternative procedures available depending on the capabilities of the particular direct registration system or other electronic book-entry system.

(4) Issuers may add additional wording to that found in item 3 of subsection 2.5(2) of Regulation 45-102. If you supplement the specified text of the legend on the certificate or the legend notation on the written notice, that additional wording cannot alter the meaning of the specified wording. You should also look to section 1.10 for further guidance on the legending of convertible and underlying securities.

### **1.8. Calculation of Restricted and Seasoning Periods**

The restricted period in item 2 of subsection 2.5(2) of Regulation 45-102 is calculated from the distribution date, that is, the date the securities were distributed in reliance on an exemption from the prospectus requirement by the issuer or a control person. For example, if an issuer or control person distributes securities under a private placement exemption to a purchaser in Saskatchewan and the private placee resells the securities during the restricted period to a purchaser in Alberta under a further private placement exemption, upon resale by the Alberta purchaser, that purchaser will determine whether the restricted period has expired by calculating the time period from the date the issuer or control person distributed the securities to the Saskatchewan purchaser.

### **1.9. No Unusual Effort**

Persons interested in the meaning of the concept of “no unusual effort is made to prepare the market or to create a demand for the security that is the subject of the trade” found in subsections 2.5(2), 2.6(3) and 2.8(2) of Regulation 45-102 should look to the case law, in particular the order of the Ontario Securities Commission dated April 24, 1985 in the matter of Daon Development Corporation and Daon Corporation as well as to the definition of unusual effort in section 4 of the Alberta Securities Commission Rules.

### **1.10. Underlying Securities**

The restricted period or seasoning period applicable to trades in underlying securities is calculated from the distribution date of the convertible security, exchangeable security or multiple convertible security. If the applicable restricted period or seasoning period expired prior to the conversion or exchange, subsection 2.5(3) provides that an issuer is not required to place a legend on the certificate representing the underlying securities or a legend restriction notation in the written notice.

### **1.11. Becoming a Reporting Issuer By Filing a Prospectus After the Distribution Date**

If an issuer is not a reporting issuer at the distribution date but subsequently becomes a reporting issuer after the distribution date by filing and obtaining a receipt for a prospectus in one of the jurisdictions listed in Appendix B, section 2.7 of Regulation 45-102 provides that the seasoning requirement in sections 2.5, 2.6 and 2.8 of Regulation 45-102 does not apply. This means that the securities issued prior to the prospectus being

filed may then be resold, provided that the restricted period under section 2.5 or 2.8 of Regulation 45-102 has expired.

#### **1.12. Realization of Pledged Securities**

The prospectus exemption in section 2.8 of Regulation 45-102 is available for realizations of pledged securities under either a power of sale or by way of foreclosure. This means that a pledgee, mortgagee or other encumbrancer can rely on the exemption in section 2.8 of Regulation 45-102 to immediately effect a resale of pledged securities under a power of sale or to foreclose and take the securities on its own books for subsequent resale.

#### **1.13. Securities Exchange Take-over Bid or Issuer Bid**

Section 2.11 of Regulation 45-102 provides relief from the seasoning requirement for a trade of securities issued in connection with a securities exchange take-over bid or securities exchange issuer bid if a securities exchange take-over bid circular or securities exchange issuer bid circular is filed by the offeror under securities legislation of the local jurisdiction. A bid circular may be filed for either a formal bid or an exempt bid. The basis for this exemption is that a securities exchange take-over bid circular or securities exchange issuer bid circular for a formal bid is required to contain prospectus-level disclosure for the offeror or other issuer whose securities are being offered in exchange for the securities of the offeree issuer. If a take-over bid circular or issuer bid circular is prepared in connection with an exempt bid, the circular must meet the disclosure standards in securities legislation relating to the form and content of a take-over bid circular or issuer bid circular, as the case may be, for a formal bid for the exemption in section 2.11 to be available.

#### **1.14. Exemptions for Certain Trades in the Local Jurisdiction**

The exemption in section 2.10 of Regulation 45-102 is subject to a condition that the issuer of the underlying security was a reporting issuer in the local jurisdiction at the time of the trade. The exemptions in sections 2.11 and 2.12 of Regulation 45-102 are subject to a condition that the offeror was a reporting issuer in the local jurisdiction on the date securities of the offeree issuer are first taken up under the take-over bid or issuer bid and, in the case of the exemption in section 2.12, an additional condition that issuer of the underlying security was a reporting issuer in the local jurisdiction at the time of the trade. Issuers cannot rely on a prospectus filed in another jurisdiction nor can an offeror rely on a take-over bid circular or issuer bid circular filed in another jurisdiction to satisfy these conditions

#### **1.15. Resales of Securities of a Non-Reporting Issuer**

(1) For the purposes of section 2.14 of Regulation 45-102, in determining the percentage of the outstanding securities of the class or series that are directly or indirectly owned by residents of Canada and the number of owners directly or indirectly that are residents of Canada, an issuer should use reasonable efforts to

(a) determine securities held of record by a broker, dealer, bank, trust company or nominee for any of them for the accounts of customers resident in Canada;

(b) count securities beneficially owned by residents of Canada as reported on reports of beneficial ownership; and

(c) assume that a customer is a resident of the jurisdiction or foreign jurisdiction in which the nominee has its principal place of business if, after reasonable inquiry, information regarding the jurisdiction or foreign jurisdiction of residence of the customer is unavailable.

(2) Lists of beneficial owners of securities maintained by intermediaries under SEC Rule 14a-13 under the *1934 Act* or other securities law analogous to *Regulation 54-101*

*respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer* may be useful in determining the percentages referred to in subsection (1).

#### **1.16. Filing of Form 45-102F1**

Section 2.8 of Regulation 45-102 provides that the prospectus requirement does not apply to a control distribution if the conditions in section 2.8 are met. Selling security holders are required to give advance notice of intention to resell their securities under subsection 2.8(3) of Regulation 45-102 by filing a completed and signed Form 45-102F1. Under subsection 2.8(4), the advance notice expires on the earlier of the date the selling security holder files the last of the insider reports reflecting the sale of all securities referred to in the Form and 30 days after the Form 45-102F1 is filed. A new Form 45-102F1 must be filed in accordance with subsection 2.8(3) if the selling security holder wishes to continue to resell securities from a control block. Form 45-102F1 should be filed on SEDAR under the issuer's profile under "*Continuous Disclosure – Resale of Securities (Regulation 45-102) – Form 45-102F1*" in the jurisdiction of the issuer's principal regulator under *Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions. Consult Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)* and the current CSA SEDAR Filer Manual (including code updates) for further information about filing documents electronically.

#### **1.17. Application of section 2.10**

Section 2.10 of Regulation 45-102 applies when securities qualified by a prospectus are convertible into or exchangeable for securities of a reporting issuer other than the issuer of the convertible or exchangeable securities. Those securities would be converted or exchanged in reliance on the dealer registration exemption in paragraph 3.42(1)(b) of Regulation 45-106 and the prospectus exemption in subsection 2.42(1). As a result, those securities would be subject to a seasoning period requirement because distributions under subsection 2.42(1) of Regulation 45-106 for a security being distributed in the circumstances referred to in clause (b) of subsection 2.42(1) are listed in Appendix E of Regulation 45-102. Section 2.10 removes the seasoning period requirement for the underlying securities provided the requirements of that section are met.

[Amended •]